BUREAU DU CONTROLEUR GENERAL DES COMPTES DE VANUATU

Rapport Annuel 2021

Sommaire

Sommaire....1
Avant-propos – Contrôleur général....3
Cadre stratégique de la Cour des Comptes....7
1.1 A propos de la Cour des Comptes....7
1.1.1 Notre rôle....7
1.1.2 Notre travail....7
1.1.3 Les résultats de notre travail....8
1.1.4 Nos clients....8
1.2 Notre cadre stratégique....8
1.2.1 Aperçu d'ensemble....8
1.2.2 Nos buts et objec fs stratégiques....10
1.2.3 Notre façon de travailler – Direc ves pour les ins tu ons supérieures de contrôle....11
1.2.4 Notre structure d'entreprise....15
Notre performance en 2021....16
2.1 Nos travaux de contrôle....16
2.1.1 Principaux accomplissements....17
2.1.2 Détails des travaux de contrôle....17
2.1.3 Dé s....20
2.2 Nos ressources humaines....21
2.2.1 Aperçu d'ensemble....22
2.2.2 Sta s ques....22
2.2.3 Perfec onnement du personnel....23
2.4 Nos progrès contextualisés....34
2.4.1 Progrès en lien avec le PNDD....34
2.4.2 Situation par rapport à l'exposé budgétaire....35
2.4.3 Elabora on de poli que....37
2.4.4 Cadre législa f et Conven ons....37
2.4.5 Risques/dé s....39
2.5 Nos nances....39
2.5.1 Etats nanciers et projets de développement....39
2.6 Autres ques ons....40
2.6.1 Droit à l'information....40

2.6.2 Réclama ons 40
2.6.3 Contrôle de la fraude 40
2.6.4 Organismes créés par loi ou non et obliga ons interna onales 40
2.6.5 Dispositions qui ne s'appliquent pas 41
3. Conclusion 41
Responsable à contacter 41
Annexe 1 – Aperçu visuel du plan stratégique 2017-2021 de la CDC 42
Annexe 2 Structure d'entreprise de la CDC 43
Annexe 3 : Contrôles achevés en 2021 44
Annexe 4 : Situation des contrôles des états financiers d'entités étatiques 47
Annexe 5 Exposé budgétaire de la Cour des Comptes 50
PROGRAMME CEA : CONTROLE DES COMPTES PUBLICS 50
Ac vité CEAA : Plani ca on, Poli que et Normes 50
Ac vité CEAB : Ac vités de contrôle 52
Ac vité CEAC : Services généraux 55
Annexe 6.1 Etats nanciers de la Cour des Comptes 57
Annexe 6.2 Etats financiers de l'aide par subvention du programme Governance for Growth (GFG) 74
Notes en n de texte 87

Avant-propos – Contrôleur général

Caleb Santy, Contrôleur général des Comptes

Monsieur le Ministre Johnny Rasou Kaonapo MP,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Cour des Comptes pour l'exercice 2021. Il a été préparé en conformité avec les exigences et les directives de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes, de la loi de 1998 sur les nances pubilques et la ges on économique, la loi de 1998 sur la Fon on publique et les direc ves de 2020 sur la prépara on de rapports annuels émises par la Commission de la Fonc on publique.

Au cours de l'année 2021, la CDC a fait de gros progrès dans la réalisation des objectifs d'entreprise et dans l'accomplissement de notre rôle important pour le pays.

Les principaux abou ssements pour l'année comprennent :

- L'achèvement de 73 contrôles et une réduction marquée des contrôles restés en sou rance ;
- L'institution d'un contrôle de la performance du Plan na onal de développement durable ;
- L'installa on de nouveaux logiciels de véri ca on, TeamMate Plus et la forma on à leur u lisa on ;
- Des plans pour établir un bureau à Luganville, Santo ; et
- L'élaboration et la mise au point de notre plan d'entreprise 2022-2026, ce qui a inclus :
  - des consulta ons approfondies avec des par es prenantes,
  - l'élaboration de nouveaux buts et objectifs stratégiques et un système de suivi et d'évaluation, et
  - l'élaboration de nouvelles directives importantes régissant les procédures de contrôle et la GRH.

Ces résultats ont été obtenus en dépit des nombreux dé s qui se sont présentés en 2021, par nous comme par tout le secteur public et privé au Vanuatu. Parmi ces dé s, citons la pandémie mondiale du COVID-19 et les dé s habituels liés aux restric ons budgétaires, aux catastrophes naturelles dues au climat et au développement économique et social du pays. Le tableau ci-dessous récapitule les gros dé s a rontés, les progrès essen els e ectués et la marche à suivre pour notre Bureau à l'avenir.

Probléma ques principales	Principaux abou ssements	Perspec ves pour l'avenir
Réputa on et Leadership.	La CDC continue de s'attacher à satisfaire aux normes interna onales pour les ISC Le Contrôleur général du Vanuatu a été nommé comme représentant de la Mélanésie au sein du Bureau de l'AISCP (PASAI).	Le plan stratégique 2022-2026, la nouvelle structure d'entreprise et le nouveau projet de loi sur la Cour des Comptes devraient perme re à la CDC de fonc onner au niveau requis.
L'indépendance de la CDC con nue de poser problème en a endant l'adoption de l'amen-	Grâce à la collabora on avec le Cabinet juridique de l'Etat et des conseillers techniques, l'amendement de la Cons tu on et le projet de loi sur la CDC	La CDC con nuera de prôner son indépendance avec l'adoption de l'amendement de la Cons tu on et du projet

dement cons tu onnel et du projet de loi sur la Cour des Comptes.	ont pu être mis au point et achevés.	de loi sur la CDC.
Mener à bien les travaux sous les contraintes budgétaires en vigueur con nue de poser des problèmes à la CDC, du fait de l'insuffisance des ressources pour des e ec fs et le fonc on-nement du bureau.	Malgré le manque de moyens, la CDC a réussi à : - achever les états nanciers des pouvoirs publics pour les exercices 2015, 2016 et 2017 - e ectuer 5 contrôles de conformité et 68 contrôles nanciers - achever pour la première fois un contrôle de conformité d'une mission étrangère - produire pour la première fois des états nanciers audités pour la CDC – pour l'exercice 2020 - établir des plans pour l'ouverture d'un bureau à Santo en 2022, conformé-ment à la poli que de décentralisa on du gouvernement - préparer une proposi on complète pour la restructura on de la CDC pour examen par la CFP.	Une fois que la proposi on de restructura on aura été acceptée, le budget 2023 pourra être basé sur une apprécia on plus réaliste des ressources nécessaires pour le bon fonc onnement de la CDC.
Une plani ca on et un suivi systématiques sont un dé , surtout vu la mul plicité des normes na onales et interna onales que la CDC doit respecter.	Le plan d'entreprise 2022-2026 a été mis au point, assorti d'un système de suivi et d'évaluation plus rigoureux Le plan cadre pleinement avec les ODD de l'ONU, le PNDD, les normes PASAI et INTOSAI, ainsi qu'avec la feuille de route de la ges on des nances publiques Une stratégie complète a été élaborée pour les ressources humaines, avec une poli que de perfec onnement profession-nel pour le bureau de la CDC et un SGPBC en èrement mis à jour, comprenant une forma on en con nu du personnel de véri ca on sur les changements aux normes.	Au cours des 5 prochaines années, la CDC va se concentrer sur la réalisa on de chacun des buts du plan et sera en mesure d'en suivre systématiquement l'avan-cement.
Les contrôles restés en sou rance con nuent de présenter des problèmes, surtout au vu du manque de crédits pour le person-	Le nouveau projet de loi sur la CDC résoud le problème du pouvoir d'exécution et la proposi on de restructura on qui nécessite l'embauche de personnel addi onnel devra être prise en compte dans le prochain budget. La CDC con nue	Une fois que le projet de loi sur la CDC aura été adopté par le Parlement et que la propo-si on de restructura on et le nouveau budget seront en place, la CDC sera en mesure

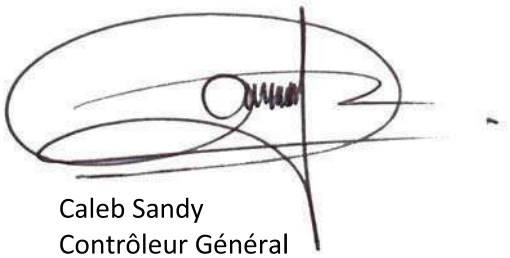
nel, de l'absence de pouvoir d'exécution de la CDC et du non respect des échéances pour la présenta on des états nanciers de la part de clients.	de travailler avec ses clients pour les sensibiliser à l'importance de remettre des états nanciers exacts dans les délais et d'appliquer efficacement les recomman-da ons.	d'achever les contrôles courants en temps voulu et de s'occuper des contrôles en retard durant la période du prochain plan stratégique
La ges on des ressources humaines, surtout le manque crucial d'effectifs, reste un problème.	Taux élevé de réten on du personnel de véri ca on spécialisé. Embauche de nouveaux employés, plus diversi és. Le personnel s'engage pleinement à l'égard de la CDC. Tout le personnel est vacciné.	A l'avenir, il s'agira de se focaliser sur l'embauche de personnel addi onnel, la réten on du personnel existant et le perfec onne-ment de tous pour répondre aux normes établies.
Le développement des capacités au sein de la CDC est une *problèma-que,* surtout compte tenu des connaissances spécialisées nécessai-res pour e ectuer des contrôles nanciers, de conformité et de performance.	La CDC a pris de grandes mesures pour veiller à la forma on du personnel en con nu dans les domaines clés du contrôle de qualité, d'assurance qualité et dans les domaines de véri ca on spécialisée, avec l'aide de partenaires au développement, l'Associa on des Ins tu ons Supérieures de Contrôle dans le Paci que (AISCPA) [Paci c Associa on of Supreme Audit Ins tu ons (PASAI)] et l'Organisation Internationale des Ins tu ons Supérieures de Contrôle [Interna onal Organiza on of Supreme Audit Institu ons (INTOSAI)].	La CDC con nuera de se concentrer sur le développe-ment des capacités du personnel, guidée par les normes interna onales pour ins tu ons supérieures de contrôle et avec le sou en de l'INTOSAI en termes de forma on et de nancement, ainsi que d'autres mesures de sou en de ses partenaires au développement, notamment le programme de gouvernance pour la croissance (Governance for Growth).
Technologie de l'informa on.	Grâce à un sou en nancier du programme GFG, le bureau de la CDC a pu moderniser son matériel informa que. La CDC a fait installer une version actualisée de Team Mate Plus, un progiciel spécialisé pour les contrôles, et entrepris la forma on de tout le personnel, avec des champions Team Mate. Team Mate Plus est basé sur l'internet et dans le Cloud.	Les nouvelles caractéris ques de Team Mate Plus vont permettre à la CDC d'intégrer pleinement le contrôle de qualité et aussi de retracer le temps et la produc vité. Team Mate Plus facilite le télé-travail.

Ce rapport annuel pour 2021 con ent les composants importants suivants :

- *Le cadre stratégique* de la Cour des Comptes de Vanuatu (CDCV0 – notre rôle, notre mission, notre vision, nos valeurs et nos compétences, le plan stratégique 2016-2021 et notre organigramme

- *Notre performance en 2021* – nos progrès par rapport à nos objectifs d'entreprise, nos travaux de vérification, nos ressources humaines, notre avancement contextuel, nos finances et d'autres ques ons.

La CDC ent à exprimer son apprécia on à son personnel dévoué, au Ministère des Finances et de la Ges on économique, à la Commission parlementaire des Comptes publics et à tous ses clients et par es prenantes pour leur soutien permanent à l'égard de son travail de veiller à la "bonne gouvernance" par une transparence, une responsabilité et une efficacité rehaussées dans la gestion et l'utilisation des ressources publiques.



Caleb Sandy
Contrôleur Général

20th Octobre 2022

1. Cadre stratégique de la Cour des Comptes

1.1 A propos de la Cour des Comptes

1.1.1 Notre rôle

Le *Plan du Peuple 2030 de Vanuatu* a pour vision une société paisible, juste et inclusive, soutenue par des institutions étatiques réactives et compétentes assurant des services publics de qualité à tous les citoyens[i]. Le Bureau du Contrôleur général des Comptes vise à participer à la réalisation de cette vision en encourageant la responsabilisation et la bonne gouvernance au sein de l'administration publique. Il vise aussi à contribuer au Pilier 6 du Plan sur la société : un secteur public dynamique, ayant de bons principes de gouvernance et des institutions solides qui fournissent le soutien et les services attendus de tous les citoyens du Vanuatu[ii].

Un Bureau du Contrôleur général des Comptes solide, indépendant et efficace veille à la *"bonne gouvernance"* en améliorant la transparence, la responsabilisation et l'efficacité dans la gestion et l'utilisation des ressources publiques. En veillant à la bonne gouvernance, le Bureau du Contrôleur général des Comptes favorise la confiance dans notre gouvernement démocratique et la valorisation dans le secteur public.

Visite du Comité des comptes publics en 2020 à la Cour des comptes

1.1.2 Notre travail

Le BCGC veille à la bonne gouvernance en effectuant des contrôles de toutes sortes dans le secteur public, dont des contrôles financiers, de conformité et de rendement, ainsi que des investigations, en vue :

- d'attester que l'argent perçu par le gouvernement est dépensé conformément aux souhaits du Parlement ;
- d'examiner et d'évaluer impartialement *tous* les systèmes de contrôle partout dans le secteur public;

- de déterminer la conformité avec les procédures, les direc ves, les règlements et les lois ;
- d'apporter des assurances au Parlement que ses directives sont appliquées efficacement, notamment en contrôlant les risques et en facilitant de bonnes pra ques de ges on des risques ;
- de recommander des améliora ons au plan des contrôles, du rendement et de la produc vité ;
- d'examiner le rapport qualité-prix dans toutes les organisa ons au sein du secteur public ;
- de faire des économies en identifiant le gaspillage et l'inefficacité ;
- d'apporter des conseils sur de meilleurs moyens de parvenir aux objectifs du gouvernement ; et
- d'aider à veiller à ce que les éléments d'actif et les intérêts soient protégés contre la fraude.

Tous les composants de notre travail concordent avec les ODD, le plan na onal de développement durable du Vanuatu, tout par culièrement le Pilier 6 – Société, la feuille de route pour la réforme de la ges on des nances publiques du Vanuatu et le cadre de mesure de la performance pour les ins tu ons supérieures de contrôle.

1.1.3 Les résultats de notre travail

Dans l'accomplissement de notre travail, nous cherchons à obtenir les résultats suivants :

- à améliorer la gestion financière et la présentation de l'information dans le secteur public
- à préserver la con ance du public en la responsabilité, la transparence et la présenta on de l'information du gouvernement
- à apporter des recommanda ons à nos clients sur les moyens d'améliorer la prestation de services au public
- à donner au Parlement une assurance indépendante quant à la performance du secteur public.

1.1.4 Nos clients

Selon l'article 25.5) de la Constitution, la mission du contrôleur général consiste à véri er les comptes publics de Vanuatu et à présenter un rapport à leur sujet au Parlement et au Gouvernement. En 2021, les clients soumis à nos contrôles comprennent 15 organes cons tu onnels, 13 ministères, 52 départements, 9 autorités locales, 23 organismes créés par loi, 7 filiales appartenant entièrement à l'Etat et 6 services gouvernementaux dont la ges on est externalisée. La CDC entreprend aussi un grand nombre de contrôles de conformité, d'investigation et de contrôles de projets de donateurs. Pour la plupart, les contrôles de projets de donateurs sont sous-traités, mais surveillés de près par la CDC.

1.2 Notre cadre stratégique

1.2.1 Aperçu d'ensemble

Notre plan d'entreprise 2017-2021 inclut notre rôle, notre mission, notre vision, nos valeurs, nos compétences et nos buts et objectifs stratégiques, ainsi que notre cadre de suivi et d'évaluation. L'intégralité du plan est disponible sur notre site internet h ps://nao.gov.vu/ et un aperçu visuel complet se trouve à l'Annexe 1.

Notre Vision

Faire une di érence dans la vie des habitants du Vanuatu en renforçant la responsabilité, la transparence et l'intégrité des entités gouvernementales et publiques.

Dans le cadre de notre vision, nous cherchons à rehausser la responsabilisation, la transparence et l'intégrité du gouvernement, améliorer le respect des lois et des règlements et accroître la con ance du public dans le gouvernement.

Notre Mission

Fournir un service de contrôle impar al, de grande qualité, qui applique les normes les plus élevées possibles à la gestion et la présentation de l'information financières, encourage une gestion des affaires publiques dans les règles de l'art et prône des changements bénéfiques dans la prestation de services publics.

Notre mission s'accomplit en apportant des assurances au Parlement et au public au sujet des questions suivantes :

a) l'exactitude et l'état complet des comptes publics – ce que nous faisons par des contrôles *nanciers* ;

b) si les transac ons nancières du gouvernement et des organismes publics respectent la loi et les exigences comptables applicables – ce que nous faisons par des contrôles de la *conformité* ;

c) si les systèmes et les contrôles u lisés par le gouvernement et les organismes publics pour la ges on des nances publiques sont su sants et appropriés – ce que nous faisons par des contrôles de la *conformité* ;

d) si les a aires nancières du gouvernement et des organismes publics sont gérées avec intégrité, y compris à savoir si les hauts responsables et les titulaires d'une fonction se sont acquittés de leurs devoirs légaux et moraux envers le Parlement et le public de manière transparente et juste – ce que nous faisons par des *inves ga ons* en plus d'autres vérifications ;

e) si les personnes responsables de la ges on des ressources publiques les ont u lisées au mieux en tenant dûment compte du rapport qualité-prix – ce que nous faisons par des contrôles de la *performance*.

Nous nous sommes e orcés et nous con nuons de nous e orcer à mener à bien notre mission en favorisant et en protégeant notre indépendance, en appliquant les normes élevées préconisées par l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) à tous nos travaux, en apportant des recommanda ons basées sur les véri ca ons et des forma ons aux entités publiques, en offrant notre point de vue d'expert pour la planification et l'évaluation des services publics et en partageant les résultats de nos travaux avec le public.

Nos Valeurs

Les valeurs fondamentales de la CDC incluent : intégrité, indépendance, professionnalisme et transparence. Ces valeurs cons tuent le fondement de notre culture, façonnent la prise de décision et la conduite professionnelle et déterminent la réputa on du Bureau.

Intégrité - Nos interac ons avec les par es prenantes et les clients doivent démontrer notre honnêteté, impar alité, objec vité et notre délité à la réalité. En menant des contrôles, nous nous engageons à être transparents, responsables et à ne pas nous laisser influencer indûment par l'intérêt de ers.

Indépendance - Lorsque le BCGC e ectue des contrôles, nous rassemblons des données, menons des analyses, rons des conclusions, soulevons des ques ons et formulons des opinions de manière indépendante, sans être a ectés par des in uences qui comprome ent notre jugement professionnel, en évitant l'intérêt personnel et les conflits d'intérêt et en préservant notre impartialité.

Professionnalisme - Le BCGC se veut répondre aux normes les plus élevées reconnues dans le monde pour des ISC professionnelles. Le Bureau s'est engagé à assurer un perfectionnement professionnel en permanence, à tous les niveaux, à revoir con nuellement la qualité de ses processus de véri ca on, à en améliorer en permanence la qualité et à être pleinement responsable des résultats de ses véri ca ons.

Transparence - Pour qu'une institution dans un système de gouvernement démocratique soit efficace, elle doit avoir la con ance du public. Pour rehausser et apprécier ce e con ance, nous sommes ouverts dans notre travail et communiquons les résultats de nos véri ca ons de manière transparente.

Nos Compétences

A n de mener à bien les travaux du BCGC de manière e cace, le Bureau a adopté un système de ges on de la performance basé sur la compétence (SGPBC), précis, qui vise à guider l'embauche et le perfectionnement du personnel, le renforcer et le tenir responsible d'une performance de quailté. Le système a été établi à par r des normes INTOSAI[iii] et s'articule autour de 4 compétences clés, à savoir :

- montrer l'exemple en termes de déontologie, de responsabilité, de diversité et de leadership ;
- travailler concrètement avec les par es prenantes, en faisant preuve de compréhension et de bonne communica on ;
- travailler de manière professionnelle, en appliquant et en respectant les normes interna onales des ISC, et s'efforcer de parvenir à l'excellence ;
- contribuer à la valeur et aux avantages du BCGC.

Le SGPBC a été renforcé dans notre nouveau plan 2022-2026 pour inclure les toutes dernières normes INTOSAI[iv], consistant en 3 ensembles de compétences corresponsant aux di érents types de contrôles menés par le BCGC – nanciers, de conformité et de performance. L'organisation Human Resource Capacity Development Interna onal (HCDI), par les bons o ces de Dr. Astrid Kersten, a aidé la CDC en 2021 à élaborer le plan d'entreprise 2022 – 2026.

Consultant Dr. Kersten remet le plan d'entreprise 2022-2026 au Contrôleur général Caleb Sandy

1.2.2 Nos buts et objectifs stratégiques

Le plan d'entreprise 2017-2021 compte 5 buts stratégiques, accompagnés de divers objec fs stratégiques.

But stratégique Nº 1: Renforcer le mandat et l'indépendance du BCGC

Objec f 1. Plaider pour des changements à la loi
Objec f 2. Accroître la sensibilisation du public sur l'indépendance

But stratégique Nº 2: Renforcer la structure, la capacité et les ressources de la CDC

Objec f 1. Me re en œuvre la nouvelle structure et les poli ques de la CDC
Objec f 2. Me re en œuvre le système de ges on de la performance basé sur la compétence
Objec f 3. Me re en œuvre la stratégie et les buts de développement des ressources humaines (DRH)
Objec f 4. Embaucher et retenir des e ec fs de grande qualité au sein de la CDC
Objec f 5. Op miser la gestion des personnes, des finances et des éléments d'actif du BCGC

But stratégique Nº 3: Renforcer la quailté, l'opportunité et l'impact des contrôles

Objec f 1. Veiller au respect des ISSAI
Objec f 2. Eliminer les contrôles en sou rance
Objec f 3. Mener régulièrement des examens

Objec f 4. Renforcer le suivi des contrôles
Objec f 5. Ins tuer des contrôles de performance

But stratégique Nº 4: Renforcer la communica on avec les par es prenantes
Objec f 1. Communica on régulièrement avec les par es prenantes
Objec f 2. Rehausser la présentation d'information dans les médias et l'utilisation du site internet
Objec f 3. Rehausser la communica on avec les clients et leur sa sfac on

But stratégique Nº 5: Renforcer la gouvernance interne et la déontologie
Objec f 1. Appliquer des normes de contrôle
Objec f 2. Faire respecter le code de déontologie de la CDC

1.2.3 Notre façon de travailler – Directives pour les institutions supérieures de contrôle

Le Bureau du Contrôleur général des Comptes est dénommé *Ins tu on Supérieure de Contrôle des Finances Publiques* (ou ISC) au sein de la communauté interna onale des ins tu ons supérieures de contrôle. ISC est le terme employé pour décrire le véri cateur du gouvernement d'un pays.

Le Bureau du Contrôleur général des Comptes du Vanuatu fait partie de l'*Organisa on Interna onale des Ins tu ons Supérieures de Contrôle des Finances Publiques [Interna onal Organisa on of Supreme Audit Ins tu ons (INTOSAI)]* qui fonc onne comme organisa on qui chapeaute la communauté des contrôleurs des comptes publics. INTOSAI apporte un cadre ins tu onnalisé pour les ISC, visant à encourager le développement et le transfert de connaissances, améliorer le contrôle des comptes publics dans le monde entier et rehausser la capacité professionnelle, le statut et l'influence de ses membres dans leurs pays respec fs.

Le chapitre de l'INTOSAI dans la région s'appelle *Paci c Associa on for Supreme Audit Ins tu ons (PASAI*) ou Associa on des Ins tu ons Supérieures de Contrôle des Comptes Publics du Paci que. Le BCGC collabore avec PASAI comme avec INTOSAI et s'efforce de se conformer aux normes de ces deux organisations dans l'accomplissement de sa mission et sa vision.

Des composants essen els des normes interna onales incluent les ISSAI, les principes des ISSAI, le cadre de mesure de la performance (CMP) et le cadre des compétences. Chacun d'entre eux est présenté en bref ci-dessous.

Assemblée générale 2021 de PASAI en session

Les ISSAI

Les normes interna onales pour Ins tu ons Supérieures de Contrôle des Comptes Publics ou *Interna onal Standards for Supreme Audit Ins tu ons* (ISSAI) en anglais sont un recueil de normes professionnelles et de direc ves de meilleure pra que pour les réviseurs du secteur public, autorisées et validées o ciellement par l'INTOSAI. Les ISSAI stipulent les conditions préalables de base pour le bon fonc onnement et la conduite professionnelle des ISC et les principes fondamentaux de contrôle des finances d'entités publiques. Il existe quatre niveaux de normes ISSAI :

Niveau 1 : Principes fondamentaux Les principes fondamentaux sont basés sur la Déclara on de direc ves de Lima sur les préceptes de véri ca on qui requiert une véri ca on indépendante des nances publiques. L'indépendance est une norme fondamentale qui doit être ancrée dans la législation d'un pays.

Niveau 2 : Condi ons préalables pour le fonc onnement des ISC : La Déclara on de Mexico sur l'indépendance des ISC contient des directives de l'INTOSAI et des bonnes pratiques liées à l'indépendance des ISC. La Déclara on de Mexico comprend 10 principes :

1. L'existence d'un cadre constitutionnel/législatif/juridique approprié et efficace et l'application de facto des disposi ons de ce cadre
2. L'indépendance des dirigeants des ISC et des membres des ins tu ons collégiales, y compris l'inamovibilité et l'immunité juridique dans l'exercice normal de leurs fonc ons
3. Un mandat suffisamment large et une entière discrétion dans l'exercice des fonctions de l'ISC
4. L'accès sans restriction à l'informa on
5. Le droit et l'obligation de faire rapport sur leurs travaux
6. La liberté de décider du contenu et de la date de leurs rapports de contrôle, de les publier et de les di user

7. L'existence de mécanismes efficaces de suivi des recommandations des ISC
8. L'autonomie financière et de gestion/d'administration et l'accès aux ressources humaines, matérielles et nancières appropriées[v]

Ces principes servent à la formula on des normes ISSAI sur les valeurs et les avantages des ISC – faire une di érence dans la vie des citoyens ; principes de transparence et de responsabilité ; principes de transparence – bonnes pra ques ; code de déontologie ; et contrôle de qualité pour les ISC.

Niveau 3 : Principes fondamentaux de véri ca on qui énoncent les principes de véri ca on pour le contrôle des nances publiques, le contrôle nancier, le contrôle de la performance et le contrôle de la conformité.

Niveau 4 : Direc ves de véri ca on qui donnent des direc ves pour le contrôle des nances publiques, le contrôle financier, le contrôle de la performance, le contrôle de la conformité et d'autres sujets spéci ques.

Les principes des ISSAI

Pour évaluer les travaux des ISC, il existe 12 principes qui servent à apprécier la valeur et les avantages des ISC[vi]. Ces principes s'énoncent comme suit, comme illustré dans le schéma[vii] ci-dessous :

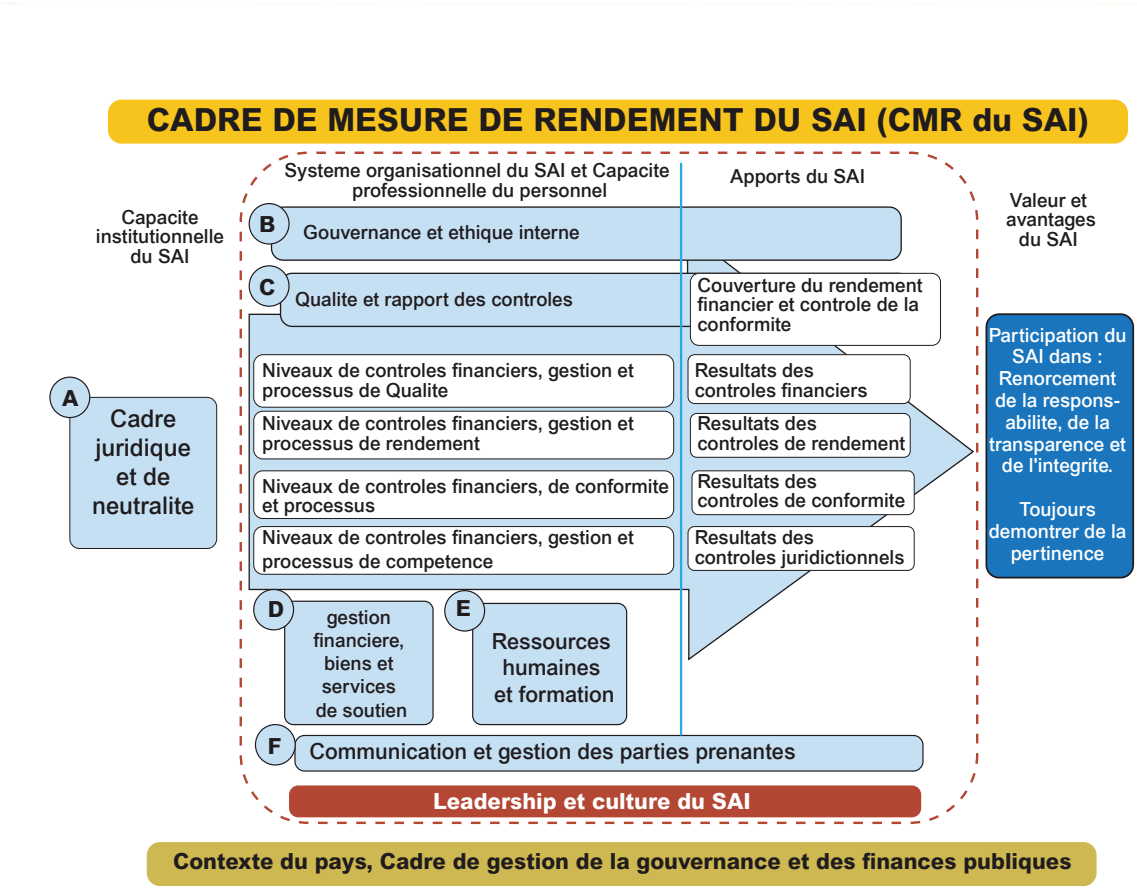
1. Protéger l'indépendance des ISC
2. Mener des vérifications pour s'assurer que les pouvoirs publics et les entités du secteur public sont tenus responsables de leur intendance et de leur u lisa on de ressources publiques
3. Perme re à ceux qui sont chargés de la gouvernance du secteur public de s'acquitter de leurs obliga ons en répondant aux constata ons et aux recommanda ons issues de contrôles et en prenant les actions rectificatrices qui s'imposent

4. Faire rapport sur les résultats des contrôles et perme re ainsi au public de tenir les pouvoirs publics et les en tés du secteur public responsables
5. Etre réactif face à l'évolution de l'environnement et aux risques émergents
6. Communiquer e cacement avec les par es prenantes
7. Etre une source crédible d'opinions et de directives indépendantes et objectives à l'appui de changements posi fs dans le secteur public
8. Veiller à la transparence et la responsabilité appropriées des ISC
9. Veiller à la bonne gouvernance des ISC
10. Respecter le code de déontologie des ISC
11. S'efforcer d'assurer des services de qualité et d'excellence
12. Développer les capacités en encourageant l'apprentissage et l'échange de connaissances.

Le cadre de gestion/ de mesure de la performance des ISC

Outre les ISSAI et les principes des ISSAI, l'INTOSAI a également mis au point un cadre de mesure de la performance (CMP). Celui-ci sert à guider la planification, le fonctionnement et l'évaluation des ISC[viii] et sert de base pour l'évaluation des ISC par des pairs.

Le cadre de mesure de la performance se compose de 6 composants interconnectés qui régissent la capacité ins tu onnelle, les systèmes organisa onnels et la capacité des e ec fs, les résultats de l'organisation et sa valeur et ses avantages. Tous sont à leur tour façonnés, bien entendu, par le contexte du pays, la gouvernance et l'environnement de la gestion des finances publiques.



A. *Indépendance et cadre juridique* – ce composant façonne la capacité institutionnelle de l'ISC et il est régi par les conven ons légales et les normes pour les ISC ;
B. *Gouvernance interne et déontologie* – ce composant traite des normes et codes déontologiques de l'organisation et de son système de gouvernance interne ;
C. *Qualité des contrôles et rapports* – ce composant inclut les normes, la ges on de la qualité et les procédures de contrôles nanciers, de contrôles de la performance et de contrôles de la conformité[ix]
D. *Gestion financière, éléments d'actifs et services de soutien* – ce composant porte sur la manière dont l'organisation gère ses propres finances, ses éléments d'actif et ses services de soutien
E. *Ressources humaines et forma on* – ce composant concerne la ges on et la forma on des e ec fs du BCGC, que ce soient des vérificateurs professionnels ou d'autres membres du personnel.
F. *Communica on et ges on des par es prenantes* – ce composant la communica on et le développement de relations de l'organisation avec le grand public, le gouvernement, les clients et d'autres parties prenantes.

Le CMP sert à la fois pour l'orientation interne et pour l'évalua on externe et cadre avec les indicateurs de performance clés (IPC) et les évaluations par les pairs du CMP ISC menées régulièrement à l'égard de la CDC. Comme déjà mentionné, les notes s'échelonnent de 0 à 4, reflétant différents niveaux d'efficacité de fonc onnement. Lors de la dernière évalua on par les pairs, en 2019, des notes entre 0 et 2 ont été a ribuées à la CDC. Dans le plan stratégique 2022-2026, la CDC s'est fixée pour but d'obtenir un note de 3 dans tous les domaines lors de la prochaine évalua on qui aura lieu en 2025.

Le cadre des compétences de l'INTOSAI

Le dernier composant important est le cadre des compétences de l'INTOSAI. La version 2021 de ce cadre comprend 4 compétences qui se recoupent et 4 ensembles de compétences applicables uniquement au personnel de véri ca on et visant spéci quement les contrôles nanciers, de conformité, de performance et juridic onnels[x].

Le BCGC a u lisé le système de ges on de la performance basé sur les compétences pour élaborer son propre système de ges on de la performance basé sur les compétences (SGPBC). Il a été mis au point au début du dernier plan stratégique et a été ampli é et mis à jour dans le cadre du nouveau plan stratégique. Le SGPBC suit les systèmes de l'INTOSAI et comprend 4 compétences qui se recoupent et 3 ensembles de compétences spéci ques[xi]. Le SGPBC cons tue la base de tous les systèmes de RH au sein du BCGC, notamment pour ce qui est du perfectionnement du personnel et de l'évaluation de sa performance.

1.2.4 Notre structure d'entreprise

La structure d'entreprise actuelle de la CDC fut approuvée en 2017. Comme le montre le schéma à l'Annexe 2, ce e structure prévoit des postes pour un Contrôleur général, 4 directeurs des contrôles (contrôle nancier, contrôle de conformité, contrôle de performance et inves ga ons). Elle inclut aussi 5 réviseurs, 1 réviseur/directeur de la TI, 6 réviseurs adjoints, un chef de bureau, un chau eur et un récep onniste. Sur les 20 postes prévus, 3 sont restés vacants pendant 2021 en raison de probléma ques de recrutement et de réten on, qui seront traitées plus en détail dans la par e Ressources Humaines.

En élaborant son nouveau plan d'entreprise, la CDC a entrepris une évaluation systématique de la capacité et des besoins de ses ressources humaines et présenté une structure remaniée à la CFP. D'autres détails sur la structure d'entreprise et les effectifs sont fournis au titre 2 du présent rapport.

Participants à l'atelier de planification avec parties prenantes en 2021

2. Notre performance en 2021

Ce e par e du rapport décrit précisément notre performance en 2021 et notamment :

1. Nos travaux de contrôle
2. Nos ressources humaines
3. Nos nances
4. L'avancement de nos objectifs d'entreprise
5. Nos progrès contextualisés
6. D'autres questions

2.1 Nos travaux de contrôle

Des réviseurs au travail à Sanma – En train d'examiner la procédure de distribution de secours d'urgence aux régions touchées par le CT Harold.

La Cour des Comptes démontre sa valeur par l'intermédiaire d'une gamme de produits. La gamme des produits de contrôle et leur qualité ont beaucoup évolué et continueront de se développer à l'avenir. Son travail consiste à e ectuer un contrôle des nances publiques, qui peut être dé ni comme un processus systéma que et indépendant pour obtenir, évaluer et analyser objec vement des documents probants, en vue de s'assurer que les états financiers constituent une représenta on juste et exacte des livres et registres et des transactions de l'entité, de vérifier que les procédures nancières respectent les lois et la règlementation et d'apprécier le degré d'économie, d'efficacité et d'efficience avec lequel les fonds sont dépensés.

La CDC mène 3 types de contrôles di érents : des contrôles nanciers, des contrôles de conformité, des contrôles de performance, et aussi des inves ga ons, tous ayant une nalité et une procédure propres à chacun.

Un contrôle nancier consiste à examiner et analyser les rapports nanciers et les procédures nancières d'une entité afin d'apporter des assurances sur ses états nanciers à des par es intéressées. Un contrôle de conformité s'attache à examiner et mesurer le degré de respect des exigences règlementaires de la part d'une entité. Un contrôle de performance vise à évaluer dans quelle mesure une organisa on, un projet ou un programme fait preuve d'économie, d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources à sa disposi on.

Des investigations sont entreprises sur des sujets spécifiques d'intérêt public. Elles peuvent être demandées par le dirigeant d'une instance étatique, mais la décision d'y donner suite relève de la discré on du Contrôleur général.

En sus de contrôles, la CDC sou ent le transfert de compétences et le développement des capacités en examinant l'efficacité des systèmes nanciers et des méthodes, en recommandant des améliora ons aux systèmes et méthodes, en assurant un suivi des recommanda ons et en dispensant une forma on dans des domaines per nents.

2.1.1 Principaux accomplissements

Durant 2021, et au cours des 5 dernières années, la CDC a fait des progrès considérables au plan de la qualité et de la quan té de ses travaux de contrôle, de ses procédures et de sa méthodologie. Les principaux accomplissements incluent :

- Pour 2021, achèvement de 73 (2020 : 38) contrôles et inves ga ons, dont le contrôle des états nanciers du gouvernement pour les exercices 2015, 2016 et 2017
- Elabora on et mise en œuvre de plans de contrôles détaillés, dont un plan quinquennal 2022-2026
- Capacité accrue pour mener à bien les travaux de contrôle
- Localisation accrue de la capacité d'effectuer des contrôles
- Le BCGC a entrepris pour la première fois un contrôle de conformité sur une autorité locale
- Hausse des compétences spécialisées en ma ère de contrôle des nances et de la conformité, ainsi que des inves ga ons
- S'appuyant sur une formation antérieure, contrôles de performance et leçons tirées du contrôle de performance régional en collaboration de l'INTOSAI sur la fraude et la corruption ; contrôles de performance du PNDD, ainsi que des ODD
- Avec le sou en de PASAI et INTOSAI, poursuite de la mise à niveau des manuels, des direc ves et des listes contrôles – en 2021, cela a inclus le manuel sur le contrôle des états nanciers du gouvernement, le manuel sur le contrôle des entités appartenant à l'Etat à l'aide des normes internationales de présentation de l'information financière [Interna onal Financial Repor ng Standard (IFRS)], et les direc ves de contrôle de performance pour le contrôle des ODD
- Forma on systéma que de tout le personnel de véri ca on
- Renforcement de la technologie en ma ère de contrôle, dont l'utilisation de Team Mate Plus
- Qualité accrue de la communica on avec les clients et les par es prenantes et nombre de communica on en hausse
- Formation des clients à l'importance des contrôles de la CDC et aux procédures de contrôle
- Collabora on avec des partenaires externalisés pour assurer le contrôle de la qualité et l'assurance qualité des contrôles achevés.

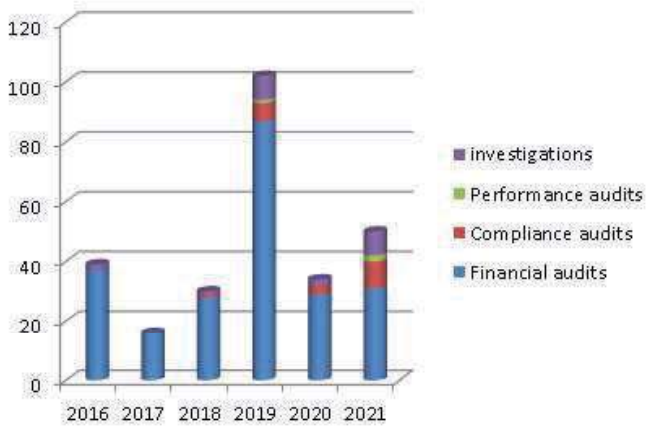
2.1.2 Détails des travaux de contrôle

Quantité

Conformément à l'article 25.5) de la Cons tu on, le Contrôleur général des comptes à pour fonc on de véri er les comptes publics du Vanuatu et en faire rapport au Parlement et au gouvernement. Cela

concerne les *contrôles nanciers* des comptes consolidés de l'ensemble des pouvoirs publics du Vanuatu, 15 organes cons tu onnels, 13 ministères et 52 départements et inclut aussi le contrôle des comptes de 6 Commissions, 12 organismes subven onnés, 6 Conseils provinciaux et 3 Conseils municipaux, 23 organisations établies par loi, 7 entreprises d'Etat et 6 services gouvernementaux sous gestion externe.

La CDC e ectue aussi un grande nombre de *contrôles de conformité* et de *contrôles de projets de donateurs.*



A présent, la majeure par e des travaux de la CDC consiste en des contrôles nanciers, suivis de contrôles de la conformité, puis des inves ga ons. Une liste des contrôles achevés au cours de l'exercice 2021 figure à l'Annexe 3. En 2021, au total, 73 contrôles ont été achevés : 67 contrôles nanciers et 6 contrôles de conformité. Sur les 73 contrôles, 55 furent externalisés ou sous-traités.

Conformément à la loi sur le droit à l'information, quiconque, personne physique ou morale, souhaitant accéder à ces contrôles peut demander le rapport auprès de l'entité étatique ou du programme qui a été contrôlé.

La situation au plan des contrôles des états financiers d'en tés étatiques est aussi l'objet de suivi et une mise à jour à cet égard se trouve à l'Annexe 4. Comme déjà mentionné, conformément à la loi sur le droit à l'information, quiconque, personne physique ou morale, souhaitant accéder à ces contrôles peut demander le rapport auprès de l'entité étatique ou du programme qui a été contrôlé. Au cours de la période du dernier plan stratégique, la CDC a réussi à former tout son personnel au contrôle de la performance et a mené ses premiers *contrôles de la performance à compter de 2020 suite* au premier contrôle de performance régional en collaboration de l'INTOSAI sur la fraude et la corrup on. Les travaux de contrôle de la performance vont se mul plier sensiblement au cours des 5 prochaines années. En 2021, la CDC a commencé un contrôle de la performance du PNDD, y compris des ODD, examinant la prépara on du gouvernement à la mise en œuvre du PNDD. Dans le domaine des contrôles de performance, la CDC bénéficie du concours d'un conseiller technique désigné par PASAI, financé par le biais du programme de gouvernance pour la croissance (Governance for Growth (GFG) program).

Le graphique ci-dessus montre la part respec ve des contrôles nanciers, de conformité et de performance ainsi que des inves ga ons menés au cours des 5 dernières années.

En termes du nombre et du type de contrôles, le tableau ci-dessous indique la répar on des contrôles et inves ga ons e ectués par année[xii].

	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Contrôle de conformité		1	7	3	5
Contrôle nancier	16	31	96	33	68
Contrôle de performance			1		0
Inves ga ons		1	5	2	0
	16	33	109	38	73

Le paragraphe 24.1) de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes permet au Contrôleur général de sous-traiter un minimum de 20% de ses travaux de véri ca on à des prestataires de services de véri ca on comptable extérieurs, tout en conservant la responsabilité de l'assurance qualité. La CDC ne sous-traite que des audits nanciers, concernant typiquement des projets nancés par des donateurs, des organismes créés par loi et des autorités locales. Le tableau ci-dessous indique le nombre et le pourcentage d'audits effectués à l'interne par rapport aux audits sous-traités au cours de la période du dernier plan.

		2017	2018	2019	2020	2021
Contrôles sous-traités		14	16	94	32	55
Contrôles à l'interne		2	17	15	6	18
Pourcentage sous-traité		87%	48%	86%	84%	75%
NB : La loi telle qu'en vigueur ne permet pas d'externaliser plus de 20% de contrôles						

Bureau du Contrôleur général
Nombre d'audits à l'interne de 2022 à 2026

Année	Contrôle de conformité	Contrôle financier	Contrôle de la performance	Investigation	Total
2022	11	25	5	0	41
2023	16	30	6	0	52
2024	17	41	4	0	62
2025	16	41	11	4	72
2026	16	41	11	4	72
Total	**76**	**178**	**37**	**8**	**299**

Au cours des 5 prochaines années, la CDC prévoit d'augmenter substan ellement le nombre de contrôles et d'en étendre la couverture conformément à son mandat. Le nombre de contrôles est indiqué dans le tableau ci-contre.

S'occuper des *contrôles restés en sou rance* est une autre priorité stratégique pour la période du prochain plan. A la n de 2021, il y avait 188 contrôles en retard. La CDC compte réduire ce nombre de 15% chaque année pour arriver à 13 contrôles restant encore à faire à la n de 2026.

Qualité et normes

Comme toutes les ISC, la CDC s'efforce de continuer à fournir des produits et services de grande qualité qui répondent aux a entes des par es prenantes de la manière la plus e ciente et dans un souci de coûts-efficacité. La qualité s'inscrit dans tous les domaines d'acitivité de la CDC et dans quelle mesure elle se conforme aux exigences d'assurance qualité et de contrôle de la qualité dépend des moyens à sa disposi on.

Le contrôle de la qualité est crucial pour garantir la qualité pendant tout le déroulement d'un contrôle. Toutefois, l'opportunité de la procédure de contrôle de la qualité est très importante pour assurer des contrôles de grande qualité et aussi veiller à réduire le risque de fausser une opinion du Contrôleur général. Contrairement au contrôle de la qualité, l'assurance qualité est axée sur le caractére opérationnel du système de contrôle de la qualité et la personne qui s'en occupe doit être indépendante du contrôle qu'elle vérifie. Il reste encore à prévoir une personne dédiée à l'AQ dans la structure organisationnelle et à présent ce sont les directeurs qui s'en chargent.

L'Organisation Interna onale des Ins tu ons Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) a élaboré des Normes Interna onales pour les Ins tu ons Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (NIISC ou ISSAI) qui, entre autres, guident et sou ennent la CDC dans ses services de véri ca on, en plus des IPSAS (Normes Comptables Interna onales du Secteur public) et des IFRS (Normes Interna onales d'information financière). La CDC utilise aussi les ressources fournies par PASAI et AFROSAI (Organisation Africaine des ISC – OAISC).

Pour la guider dans ses travaux, la CDC a élaboré, adopté et employé 3 types principaux de ressources qui guident les contrôles et en dictent les normes :

- *Des manuels de contrôle* qui con ennent des lignes directrices pour chacun des 3 types di érents de contrôles menés par la CDC et définissent les travaux et les procédures nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter de sa mission.
- *Des direc ves pour les contrôles* qui sont fournies pour des domaines en dehors de la mission principale de la CDC et o rent une base pour élaborer des techniques et la documenta on nécessaires pour entreprendre des travaux de contrôles spécialisés.
- *De la documenta on et des listes de contrôle* **:** la première fournit des exemples *pro forma* de la documenta on type nécessaire aux travaux de la CDC, tandis que les listes de contrôle servent à entreprendre des tâches de contrôle spéci ques.

La CDC va continuer à s'attacher à relever son aptitude à se conformer aux normes ISSAI avec le soutien bienvenu de PASAI et INTOSAI. Un ou l par culier qui doit servir à cet égard est la nouvelle version de l'outil et guide de l'évaluation de la conformité des contrôles financiers avec les ISSAI de l'INTOSAI – 'Financial Audit ISSAI Compliance Assessment Tool (iCAT) and Guidance'[xiii].

La CDC u lise TeamMate Plus pour ses travaux, c'est un logiciel d'audit avancé qui a révolu onné les procédures de contrôle et qui est u lisé par des organisa ons dans le monde en er. Tout le personnel est parfaitement formé à TeamMate, les deux directeurs et deux réviseurs sont formés comme champions de TeamMate et la CDC est désormais passée à TeamMate Plus. Il est prévu d'assurer une formation et un perfec onnement plus poussés dans ce domaine, en incorporant notamment les manuels et direc ves d'audit dans TeamMate Plus, et en u lisant ses fonc ons de contrôle de la qualité et de traçage du temps. Comme les contrôles sont tous enregistrés sur TeamMate, l'état d'avancement d'un contrôle peut être constaté facilement, et notamment de constater si les procédures de contrôle d'un contrôle sont complètes et s'il y a eu réexamen du contrôle.

2.1.3 Défis

Il y a 6 gros dé s auxquels la CDC est confrontée au plan de la qualité des contrôles et des rapports de véri ca on.

Le premier est le grand nombre d'audits en retard depuis longtemps. La CDC a certes fait de gros progrès pour le réduire, mais il lui faut faire davantage d'efforts.

Le second dé – et la principale cause des retards – vient de ce que beaucoup de clients ne présentent pas leurs états nanciers en temps voulu, comme l'indique l'Annexe 4 'Situation au plan du contrôle des états financiers'. Cela entraîne non seulement des retards dans les contrôles, mais aussi un débit de travail inégal et imprévisible et une réduction de l'impact des rapports de véri ca on. La CDC a apporté une forma on sur la présentation de l'information financière à des organisations clientes durant le dernier plan et elle va con nuer à le faire sous le nouveau plan avec le concours du Service des Finances et du Trésor.

La feuille de route de la ges on des nances publiques contient des directives pour fournir l'information en temps voulu et quelques progrès ont été réalisés à cet égard. Le nouveau projet de loi sur la CDC exige que des rapports financiers doivent être soumis dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice financier et permet à la CDC d'infliger des pénalités pour des rapports ou des informations soumis en retard ou de prendre d'autres actions. Le nouveau projet de loi s pule aussi que tous les contrôles doivent être achevés sous les 4 mois de la réception d'un rapport.

Le troisième défi est qu'à présent, la présenta on et le suivi des contrôles sont a ribués à la Commission des Comptes Publics (CCP) et donc hors du contrôle de la CDC. La CCP n'a pas pu se réunir régulièrement durant

2021 en raison d'une contestation en droit concernant la procédure de nomination des membres de la CCP. De ce fait, la présenta on des contrôles, tout comme leur suivi, ont été sérieusement retardés. Des modi ca ons apportées récemment au règlement intérieur du Parlement devraient garan r un suivi e cace de ques ons soulevées dans les rapports de véri ca on et, chaque fois que la CCP se réunit, elle donne l'opportunité à la CDC de présenter une mise à jour de ses travaux et d'affaires qui nécessiteraient l'assistance de la CCP.

Le quatrième dé est le manque de personnel à la CDC. Pour mener non seulement le nombre de contrôles nécessaires, mais aussi pour satisfaire aux normes de qualité et d'opportunité, il va falloir prévoir une expansion considérable de la structure de la CDC pour faire face au nombre de contrôles prévus. Le nouveau plan d'entreprise et la structure d'entreprise telle que révisée présentée à la CFP traitent de ce e ques on.

Le cinquième dé est la nécessité de procéder en permanence au développement des capacités des effectifs de la CDC. Comme il a été constaté dans l'examen externe de 2019, de gros progrès ont été e ectués à cet égard au cours des 5 dernières années, dont la nouvelle direction, l'embauche de nouveaux réviseurs et réviseurs adjoints et une forma on approfondie des e ec fs dans le domaine des spécialités de véri ca on, de la technologie et des procédures de contrôle. La CDC a beaucoup bénéficié de l'appui de l'INTOSAI, de PASAI et de GFG à cet égard, et pour le perfec onnement con nu du personnel, ce qui est traité plus en détail dans la par e sur les ressources humaines de ce rapport, mais davantage d'efforts sont nécessaires, surtout dans les domaines d'assurance qualité et de contrôle de la qualité.

Le dernier défi est l'importance de tracer et, ultérieurement, de rehausser la productivité des effectifs de vérification. A présent, il n'existe pas de documents qui tracent systéma quement les détails des vérifications, par exemple la durée réelle d'un contrôle, le nombre d'heures de travail, le coût, les interac ons, etc. Dans le nouveau plan, la CDC va se servir de TeamMate pour recueillir, tracer, relever et analyser systéma quement ces données qu'elle utilisera ensuite pour établir des objec fs de produc vité pour le personnel.

2.2 Nos ressources humaines

La CDC ent beaucoup à ses ressources humaines. Ce e par e du rapport apporte des informa ons sur des
sta s ques élémentaires sur les

RH, comme s pulé dans les direc ves de la CFP concernant les rapports annuels.

2.2.1 Aperçu d'ensemble

Comme le montre le tableau des travaux au point 2.1 de ce rapport, la CDC a réussi à parvenir à la majorité des objec fs prévus au but stratégique nº 2 : *Renforcer la structure, la capacité et les ressources de la CDC*.

Le seul obstacle à l'entière réalisation de la mission de la CDC vient de qu'elle n'a pas encore obtenu son indépendance. C'est pourquoi elle ne peut pas mettre en œuvre son propre manuel du personnel, le SGPBC, les profils de postes et la stratégie de RH, bien qu'elle les ait déjà élaborés et qu'ils cadrent pleinement avec les normes internationales et régionales des ISC. La CDC continue d'être soumise aux règles et procédures générales de la Commission de la Fonc on Publique (CFP).

Au cours des 4 dernières années, la CDC a réussi à a rer et retenir des e ec fs de qualité, mais 3 postes sont encore vacants et elle a un besoin crucial de personnel supplémentaire hautement spécialisé, quali é et formé dans le domaine des contrôles.

Ci-dessus : le personnel du Bureau du Contrôleur général
Assis, de gauche à droite : Elsie Willy, Caleb Sandy, Elsie Daniel, Shirley Manaroto
Rangée du milieu, debout de gauche à droite : Judith Iauma, Marine e Charley, Sandra Garae, Anita Narai, Joy Meten, Pricila Bongnembu, Tracy Tosso
Rangée du fond, debout de gauche à droite : Kalvin Amos, Benjamin Tasale, Daniella Remy, Franco Tabisap, Jullian Bakeo, Sailas Nimoho.

Le nouveau plan d'entreprise con ent une stratégie précise pour les RH, des buts et une nouvelle poli que de développement des RH, y compris un disposi f d'avancement professionnel. Des informa ons sur les statistiques d'emploi et le perfectionnement des employés sont fournies dans les deux paragraphes suivants. Dans le cadre de la nouvelle structure d'entreprise présentée à la CFP, la CDC va aussi demander un réexamen de la classi ca on des postes.

2.2.2 Statistiques

Durant 2021, il y avait *20 postes* attribués à la CDC dans sa structure d'entreprise. Parmi eux :

- *Nombre total de postes pourvus et vacants* :
  - 17 postes pourvus, 3 postes vacants
  - Deux réviseurs furent nommés par intérim à 2 des 3 postes vacants à compter du 1er octobre 2021.
- *Statut des emplois* : sur les 17 postes, 16 sont à plein temps et permanents et 1, le Contrôleur général, est un employé sous contrat. La CDC a également embauché un stagiaire.
- *Répar on des genres* : sur les 17 employés, 5 sont des hommes et 12 sont des femmes
- *Parité* : la CDC soutient la parité et l'inclusivité dans ses pratiques d'emploi. L'équilibre des genres a été résolu en augmentant le nombre des employés masculins de 1 en 2017 et 2018, à 2 en 2019 et à 5 en 2020.
- *Langue* : sur les 17 employés, 14 sont anglophones et 3 sont bilingues – francophones et anglophones
- *Répar on géographique* : tous les employés sont basés au bureau de la CDC à Port-Vila. Certains d'entre eux se déplacent de temps en temps dans les provinces pour y e ectuer des contrôles. Une fois que le bureau de Santo sera établi, il sera doté de 4 employés.

- *Mise à la retraite, licenciement ou cessa on* : Aucun
- *A aires disciplinaires ou renvois* : Aucun
- *Congés d'études* : en octobre 2021, un réviseur s'est vu décerner une bourse financée par le gouvernement chinois pour suivre un programme de diplôme de Master en exper se comptable à l'université d'expertise comptable de Nanjing – la seule université dans le monde qui propose ce programme avancé. Elle est désormais en congé d'études et reviendra en juillet 2023.
- *Accumula on des congés* : ces données gurent dans les états nanciers de la CDC.

2.2.3 Perfectionnement du personnel

En 2021, le perfec onnement du personnel de la CDC incluait les programmes suivants :

- Tous les effectifs continuent d'être entièrement formés dans chacun des 4 domaines de compétences suivants :
  - Mener par l'exemple au plan de la déontologie, de la responsabilité, de la diversité et du leadership ;
  - Travailler concrètement avec les par es prenantes en faisant preuve de compréhension et d'ef cacité dans la communica on ;
  - Travailler de manière professionnelle, en appliquant et adhérant aux normes internationales des ISC et en s'efforçant de parvenir à l'excellence ;
  - Contribuer à la valeur et aux avantages de la CDC ;
- Avec l'assistance de PASAI et IDI, tous les réviseurs ont été formés aux nouvelles procédures de contrôle des états nanciers du gouvernement, y compris aux procédures de contrôle iCAT ;
- Tous les réviseurs supérieurs ont assisté à un atelier sur "Comprendre les procédures de contrôle pour vérifier des états financiers établis selon les normes internationales de présentation de l'information nancière [Interna onal Financial Repor ng Standards (IFRS)] ;
- Quatre réviseurs ont suivi un stage d'une semaine sur les procédures de contrôle de la performance organisé par le Conseil australo-asia que des contrôleurs généraux [Australasian Council of Auditors-General (ACAG)] ;
- Trois membres supérieurs du personnel, dont le Contrôleur général, ont par cipé à un atelier d'une journée sur l'examen par les pairs organisé par PASAI et IDI ;
- Tous les professionnels de contrôle ayant plus de 2 ans d'ancienneté à la CDC sont à présent inscrits au programme pilote PESA (enseignement profession-

Forma on du personnel au sujet de la loi FPGE mise à jour avec des hauts responsables du ministère des Finances et de la Ges on économique

Forma on au contrôle de la performance du PNDD en 2021 avec le concours de responsables du bureau de la Plani ca on

nel pour réviseurs des ISC) d'INTOSAI pour suivre une formation en exper se comptable et obtenir un cer cat – une nouvelle ini a ve interna onale prome euse visant à uniformiser la forma on en exper se comptable des ISC et décerner un diplôme o ciel. Ces agents achèveront le programme en août 2022 ;

- Le Contrôleur général et un directeur sont en train de suivre à compter du mois d'août 2021 une forma on de 18 mois sur le leadership par le biais de PASAI ;
- Le perfec onnement des compétences des réviseurs dans chacun des 3 domaines de contrôles essen els – contrôle nancier, contrôle de conformité et contrôle de la performance – et dans le contrôle de la qualité a été renforcé à l'aide d'une formation interne et de manuels de la CDC, suivant les lignes directrices établies d'INTOSAI et de PASAI ;
- Tous les réviseurs ont été formés à l'utilisation des logiciels XERO et Team Mate/Team Mate Plus ;
- Les deux directeurs et deux des réviseurs ont été formés comme champions de TeamMate (Team Mate Champions) ;
- Un employé a obtenu un diplôme professionnel à l'Institute of Public Accountants of Australia ;
- Six membres du personnel ont achevé une forma on de li éra e professionnelle ; et
- Tous les membres du personnel de la CDC ont assisté à des ateliers consulta fs du Service des Finances et du Trésor sur les changements de poli que et les nouvelles ini a ves directrices sur la ges on des nances publiques.

2.3 Progrès e ectués par la CDC par rapport à ses objectifs d'entreprise			
Objec fs	**Réalisa ons**	**Progrès e ectués/Dé s**	**Pour aller de l'avant**
***But stratégique 1* : Renforcer le mandat et l'indépendance de la CDC**			
1. Plaider pour des changements législa fs	Discussions avec le Cabinet juridique de l'Etat and les hauts responsables du ministère des Finances au sujet des modi ca ons proposées à la Cons tu on Consulta ons avec des gouverne-ments donateurs et des organismes donateurs concernant l'importance de l'indépendance	Selon la Déclara on de Lima (1977), la Déclara on de Mexico (2007) et les résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU A/66/209 (2011) et A/69/228 (2014), l'indépendance d'une ISC est cruciale pour garan r son ap tude à mener à bien ses travaux de manière libre et impar ale, ce faisant contribuant à la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité. L'importance des ISC indépendantes est soulignée par les ODD de l'Agenda 2030 des l'ONU, l'objet 16 qui consiste à établir des "institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux". La cible 16.6 vise à développer des "institutions e caces, responsables et transparentes à tous les niveaux. Les consulta ons avec les par es prenantes ont mené à une sensibilisa on accrue quant à l'importance de l'indépendance et engendré un sou en ferme de leur part. L'amendement constitutionnel et le projet de loi sur la CDC ont été mis au point. Les consulta ons avec les gouvernements et les organismes donateurs sur la question de l'indépen-dance ont révélé un sou en solide à cet égard.	L'amendement à la Cons tu on et le nouveau projet de loi sur la CDC ont été mis au point et on espère qu'ils seront adoptés en 2022.
2. Sensibiliser davantage le public concernant l'indépendance	Sensibilisa on générale à l'importance de l'indépendance de la CDC à l'aide des médias, du site internet de la CDC, de rencontres et de forums publics	Eduquer le public au sujet de l'indépendance de la CDC sera un support vital pour créer des liens d'information et de communica on qui peuvent aider à lu er contre la corrup on et relever la responsabilité publique, à l'appui de l'ONDD SOC 6 et d'autres objectifs.	La CDC va continuer d'œuvrer pour sensibiliser davantage le public.

		Un plan a été élaboré pour sensibiliser con nuellement le public non seulement au sujet de l'importance de l'indépendance mais aussi du rôle que joue la CDC pour garan r la bonne gouvernance.	
But stratégique 2 **: Renforcer la structure de la CDC, sa capacité et ses ressources**			
1. Me re en œuvre les nouvelles poli ques et structure de la CDC	La structure de la CDC a été mise en œuvre en 2018 Les poli ques ont été par ellement mises en œuvre Une proposi on de nouvelle structure a été achevée et transmise à la CFP	Le manuel des RH de la CDC et tous les pro ls de poste ont été repris et mis à jour dans le cadre du nouveau plan d'entreprise. Ils n'ont pas été en èrement mis en œuvre parce que l'indépendance de la CDC ne s'est pas encore concré sée. Un nouvel organigramme a également été mis au point dans le cadre du nouveau plan d'entreprise.	De nouveaux systèmes et poli ques seront appliqués dès que l'indépendance aura été acquise.
2. Me re en œuvre le système de ges on de la performance basé sur les compé-tences (SGPBC)	Le SGPBC a été revu et ampli é pour inclure des compétences d'exper- se comptable	Le SGPBC a été mis à jour en 2021 dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan d'entreprise, de nouvelles sec ons y ont été ajoutées pour prendre en compte les compétences en exper se comptable les plus récentes de l'INTOSAI dans le domaine des contrôles des nances, de la conformité et de la performance	Le SGPBC sera en èrement mis en œuvre une fois l'indépen-dance acquise
3. Me re en œuvre les buts et la stratégie de développement des ressources humaines (DRH)	La forma on du personnel de la CDC se poursuit avec succès dans tous les domaines clés Une nouvelle poli que de perfec- onnement professionnel a été préparée et présentée à la CFP pour valida on Sou en apporté au développement des ressources humaines par INTOSAI, PASAI et des donateurs Un membre du personnel a	Le développement des RH continue d'être une priorité pour la CDC. En plus de la stratégie de RH révisée au cours de l'élaboration du nouveau plan d'entreprises, les grands succès qui ont marqué l'année sont les suivants : ○ Tout le personnel con nue de suivre une forma on dans chacun des 4 domaines de compétence ; ○ Tout le personnel de véri ca on est formé dans les domaines clés des contrôles, y compris le contrôle qualité, suivant les lignes directrices de l'INTOSAI et de PASAI	La stratégie de RH sera mise en œuvre une fois que la CDC aura obtenu son indépendance administra ve. Tous les plans et les ac vités de forma on et de perfec onne-ment con nueront dans le cadre du nouveau plan d'entreprise 2022-2026 et conformément à une poli que de perfec onnement professionnel qui vient d'être

	obtenu un diplôme professionnel essen el Des membres du personnel de la CDC ont été inscrits à des stages de forma on importants de PASAI dans le domaine de l'exper se comptable et du leadership	○ Forma on de tous les réviseurs aux procédures de contrôle de la performance grâce au Conseil autralo-asia que des Contrôleurs généraux [Australasian Council of Auditors-General (ACAG)] ○ Tout le personnel quali é de la CDC a été inscrit au programme pilote de l'INTOSAI pour la forma on et la cer ca on des experts comptables ○ Forma on au leadership pour les hauts cadres de direc on grâce à PASAI ○ Tous les réviseurs sont formés à l'utilisation des logiciels XERO et Team Mate/Team Mate Plus ○ Forma on des directeurs réviseurs à Team Mate Champion ○ Un membre du personnel a obtenu un diplôme professionnel de l'Institute of Public Accountants of Australia ○ Six employés ont été formés à la li éra e professionnelle	élaborée
4. Embaucher et retenir des e ec fs de grande qualité à la CDC	Bonne direc on en place Réviseurs et autres e ec fs quali és et compétents en place Pas d'embauche en 2021 Trois postes vacants à présent Taux de réten on des e ec fs de la CDC a sensiblement augmenté	Le travail en équipe et l'esprit d'équipe, parmi les valeurs fondamentales de la CDC, sont des qualités essen elles pour rehausser les e orts de ges on des changements dans nos travaux et nos pra ques de contrôle L'embauche de personnel continue d'être un défi en raison du caractère hautement spécialisé des postes de réviseur Un plan d'embauche a été mis au point dans le cadre du nouveau plan d'entreprise et comprend l'ajout de postes de réviseur adjoint de niveau 1 pour perme re le recrutement au niveau admission et une forma on interne	L'embauche et la rétention continueront d'être les grandes priorités de la CDC Un réexamen des échelles salariales et de la classi ca on des postes est prévu en 2022

5. Op miser la ges on des personnes, des nances et des éléments d'actif	Reprise et mise à jour complète du manuel de GRH de la CDC et du SGPBC Une évalua on de la performance menée régulièrement pour tout le personnel De nouveaux uniformes de bureau achetés et distribués Plans pour le bureau de Santo Le moral du personnel con nue d'être bon et positif Vaccina on de tout le personnel contre le COVID-19 avec 1ère et 2e doses.	Technologie : ○ Le logiciel Team Mate a été modernisé pour passer de la version 12.1 à Team Mate Plus basé sur le site internet (dont hausse du prix de la licence d'utilisation) ○ Dans le cadre de sa restructura on, la CDC prévoit de créer les postes de directeur de la TI et d'analyste des données. Un profil de poste complet a été élaboré pour les deux. Ges on des personnes : ○ Evalua ons de la performance achevées en 2021 ○ Une poli que de perfec onnement professionnel a été mise au point pour être présentée à la CFP pour valida on ○ Davantage d'équipes de réviseurs ont été aménagées dans la nouvelle structure élaborée dans le cadre du nouveau plan d'entreprise 2022-2026 ○ De nouveaux postes de directeurs pour diriger les équipes perme ra de rehausser la gestion et la publication de l'information nancière Environnement de travail : ○ Modernisa on et réaménagement de la récep on au bureau pour répondre aux exigences des protocoles de COVID-19 ○ Deux autres ques ons importantes à régler : davantage de place, surtout s'il faut pra quer la distance physique à cause du COVID-19, et s'assurer que le bâtiment est en état de résister à des tremblements de terre Autres ques ons : ○ Conformément à la poli que de	Sou en à la technologie grâce aux 2 nouveaux postes demandés, celui de directeur de la TI et celui d'analyste des données Il faut résoudre les besoins en termes d'espace de bureau, soit par une expansion soit éventuellement par un déménagement dans d'autres locaux, en tenant compte de la sécurité et de la santé du personnel Bureau de Santo prévu ouvrir en 2022 Tout le personnel doit recevoir les 1er et 2e rappels

		décentralisa on du gouvernement, des plans ont été approuvés pour ouvrir un bureau pour la CDC à Santo en vue de desservir les besoins des clients dans la région nord du pays ○ Tout le personnel de la CDC a reçu les 1ère et 2e doses de vaccin contre le COVID-19	
But stratégique 3 **: Renforcer la qualité, l'opportunité et l'impact des contrôles**			
1. Veiller au respect des ISSAI	Mise en conformité avec les ISSAI par un renforcement de la forma on et des systèmes de contrôle Nouvelles lignes directrices pour le contrôle des EFG et contrôle de la présentation de l'information nancière basée sur les IFRS	Suivant le plan d'entreprise et les recommandations de l'examen par les pairs en 2019, la CDC a réexaminé et mis à jour tous les manuels, les lignes directrices et les listes de contrôle, assorti d'un renforcement considérable des procédures de contrôle de la qualité et d'assurance qualité Tout ceci a été en outre renforcé par une forma on intense aux procédures et aux systèmes de contrôle et en fournissant tous les ressources nécessaires pour la CDC PASAI apporte aussi son concours dans le cadre du premier contrôle interne des états nanciers établis selon les IFRS mené par la CDC. Le contrôle est en cours et devrait être achevé en 2022	Dans la nouvelle structure, le contrôle de la qualité et l'assurance qualité seront une nouvelle fonc on dis ncte, conformément aux exigences des ISSAI
2. Eliminer les retards dans les contrôles	Les contrôles en retard ont été sensiblement réduits de 234 en 2016 à 188 en 2021	La CDC a achevé le contrôle des états nanciers du gouvernement pour 2015, 2016 et 2017 et, au moment d'écrire, le contrôle des EFG pour 2018, 2019 et 2020 était en cours. La CDC béné cie de l'aide d'un expert-conseil nommé par PASAI pour le contrôle des EFG. Le contrôle des EFG de 2018 se déroule dans le cadre d'une initiative de formation du personnel avec IDI et PASAI L'élimination des contrôles en retard (qui s'élèvent à 188 à la n 2021) est fortement entravée par les	Réduire le nombre de contrôles en retard de 15% par an au cours de la période du prochain plan d'entreprise Continuer d'apporter un sou en aux clients Plaider pour l'adoption du nouveau projet de loi sur la CDC

29

		clients qui ne soume ent pas leurs états nanciers, soit en temps voulu soit pas du tout. La CDC s'est attachée à renforcer l'aptitude des clients à établir des états nanciers exacts et dans les règles en temps voulu et de gros progrès ont été faits pour réduire les contrôles en retard Le nouveau projet de loi sur la CDC comporte des directives claires et renforce l'aptitude de la CDC à faire respecter les délais.	
3. Rehausser le suivi des contrôles	Le suivi relève de la CCP et il est hors du contrôle de la CDC	A présent, le suivi des contrôles est con é à la CCP. Non seulement les travaux de la CCP sont en dehors du contrôle de la CDC, mais le suivi ne se fait pas systéma quement, ce qui réduit considérablement l'effectivité et l'impact des contrôles de manière générale	Le nouveau projet de loi sur la CDC permettra d'exécuter le mécanisme de suivi de la CDC conformément aux meilleures pra ques interna onales
4. Ins tuer des contrôles de la performance	La forma on aux contrôles de la performance a été achevée S'appuyant sur les leçons tirées du contrôle de la performance régional en coopéra on de l'INTOSAI au sujet de la fraude et de la corrup on, les 3 prochains contrôles de la performance ont été lancés	Les contrôles de performance menés incluent : ○ Contrôle de la performance rela vement à la prépara on de la mise en œuvre du PNDD, y compris ODD, par le gouvernement ○ Programme des passeports et ○ Poli que sur les genres Deux assistants techniques (AT), nancés par le biais du programme de GFG ont apporté leur concours pour le contrôle de la performance et le contrôle du PNDD. L'AT pour le contrôle de la performance a été nommé par la Cour des Comptes de Queensland dans le cadre d'un dispositif de jumelage avec cette dernière. L'AT pour le contrôle du PNDD a été nommé par PASAI	Le nombre des contrôles de performance va augmenter sensiblement au cours des 5 prochaines années Une évalua on des risques sera entreprise pour xer les sujets de performance pour les 5 prochaines années
***But stratégique 4* : Renforcer la communica on avec les par es prenantes**			
1. Communica on régulièrement	Des séances de sensibilisa on ont été lancées en milieu rural	Les principales avancées en 2021 incluent : ○ Réunions exhaus ves avec les par es	La communica on avec les par es prenantes est un

30

avec les par es prenantes	Visite de courtoisie de la CCP à la CDC Consulta ons avec les par es prenantes dans le cadre du nouveau plan d'entreprise Site internet et page FB de la CDC	prenantes dans le cadre de l'élaboration du plan 2022-2026 comprenant des clients, des organismes et gouvernements donateurs, des organisations partenaires et d'autres ○ Entre en et u lisa on e caces du site internet et de la page FB de la CDC ○ Par cipa on à des réunions importantes de plani ca on et de consulta on avec le gouvernement ○ Poursuite de la formation d'organisations clientes à la présentation de l'information nancière ○ Réunions en con nu avec des gouvernements et des organismes donateurs ○ Implica on en con nu dans la mise en œuvre de la feuille de route de la RGFP ○ Par cipa on en con nu de la CDC à des rencontres publiques et avec la Fonc on publique ○ Journée annuelle de plani ca on avec les par es prenantes ○ Atelier annuel avec les autorités locales au sujet du rôle de la CDC ○ Retraite annuelle du personnel et réunions trimestrielles du personnel ○ Démarrage de la sensibilisa on dans les communautés rurales (Ambae et Hog Harbour) ○ Membres de la CCP rencontrent le personnel de la CDC et sont informés sur les procédures et la technologie de la CDC. Le président de la CCP reconnaît la valeur et le travail de la CDC	aspect essen el du nouveau plan d'entreprise Me re en œuvre la stratégie d'engagement avec les parties prenantes
2. Renforcer la	Le site internet de la CDC	Le site internet de la CDC	Le nouveau plan d'entreprise

publicité dans les médias et l'utilisation du site internet	fonc onne et il est mis à jour régulièrement	h ps://nao.gov.vu/about/about-vnao comporte des ar cles instruc fs sur la CDC, ses travaux et ses procédures, ainsi que ses publica ons et ses rapports En 2022, la CDC prévoit de publier les rapports qu'elle a achevés sur le site internet, sous réserve de l'accord du Parlement – le processus d'approbation avance lentement et ne progresse guère. Ce sera mieux une fois que le projet de loi sur la CDC aura été adopté.	prévoit un renforcement de la publicité dans les médias et de l'utilisation du site internet
3. Relever la communica on avec les clients et leur degré de sa sfac on	Les nota ons des par es prenantes concernant les contrôles ont été très posi ves	Dans le cadre des consulta ons sur le plan d'entreprise, les parties prenantes ont été ques onnées sur les contrôles de la CDC. Dans l'ensemble, 85% ou plus ont indiqué que les contrôles ont été exacts, de grande qualité et par cipa fs, ont apporté de la valeur à leur organisa on et aidé celle-ci à faire mieux. Plus des 2/3 ont es mé que les travaux de la CDC avaient un certain impact, voire un impact important. L'opportunité a été considérée comme probléma que, avec près de la moi é signalant que les contrôles n'étaient pas opportuns et quelques-unes se plaignant de ce que le processus n'était pas toujours transparent.	Le nouveau plan d'entreprise prend en compte la communica on avec les clients
But stratégique 5 **: Renforcer la gouvernance interne et la déontologie**			
1. Appliquer des normes de contrôle	La CDC a continué d'appliquer son code de déontologie interne et certaines par es de son SGPBC Le contrôle de la qualité a été intégré à toutes les procédures de contrôle Le personnel supérieur a été formé à l'assurance qualité en tant	L'ISSAI 20 sur la transparence et la responsabilité dispose de 8 principes directeurs qui incluent des normes et procédures objec ves et transparentes, des normes élevées d'intégrité et de déontologie pour le personnel et de contrôle de la responsabilité et de la transparence rela vement à l'externalisation de travaux. La direc on de la CDC a renforcé la gouvernance	La CDC va con nuer à revoir les procédures d'externalisation et renforcer les liens avec les cabinets de sous-traitance.

32

	que fonc on dis ncte du contrôle de la qualité Les contrôles externalisés sont désormais soumis à un examen d'AQ	interne et la déontologie par la mise en œuvre d'un ensemble de contrôles internes et externes. La CDC a adopté les direc ves du nouveau manuel d'assurance qualité 2021 de PASAI et les applique. Comme l'indépendance de la CDC n'est pas encore con rmée, le système de contrôle total ne peut pas encore être appliqué en ce sens que la CDC doit u liser les normes de la CFP par opposi on à ses propres normes de GPBC et il n'est pas encore possible de me re en èrement en œuvre le CMP des ISC. En attendant l'approbation de la nouvelle structure, l'assurance qualité sera transférée d'un conseiller technique extérieur à de nouveaux postes dédiés à l'AQ (postes de directeurs de vérification).	
2. Faire respecter le code de déontologie de la CDC	Le Code de déontologie de la CDC a été introduit en 2018 et mis à jour en 2021. Une forma on à la déontologie a été dispensée régulièrement	Le code de déontologie de la CDC s'est inspiré du code de l'INTOSAI et la déontologie fait partie du SGPBC. La CDC dispense régulièrement une forma on déontologique à son personnel et celle-ci sera développée plus avant dans le cadre du prochain plan, avec un examen régulier des probléma ques déontologiques rela ves aux contrôles. La formation à la déontologie de l'INTOSAINT est une nécessité pour le Vanuatu mais elle a été reportée à plus tard à cause du COVID-19.	La forma on INTOSAINT aura lieu après l'ouverture des fron ères.

2.4 Nos progrès contextualisés

2.4.1 Progrès en lien avec le PNDD

La vision du développement à long terme du Vanuatu a été énoncée dans le Plan na onal de développement durable (PNDD). Le *Plan du Peuple 2030 de Vanuatu* a pour vision une société paisible, juste et inclusive, soutenue par des ins tu ons éta ques réac ves et compétentes assurant des services publics de qualité à tous les citoyens[14]. Le BCGC vise à par ciper à la réalisa on de ce e vision en encourageant la responsabilité et la bonne gouvernance au sein de l'administration publique.

Il vise aussi à contribuer au Pilier 6 du Plan sur la société : un secteur public dynamique, ayant de bons principes de gouvernance et des ins tu ons solides qui fournissent le sou en et les services a endus de tous les citoyens du Vanuatu[15].

Le Pilier 6 du Plan du Peuple correspond à l'ODD 16 : de promouvoir des sociétés paisibles et inclusives pour un développement durable, fournir l'accès à la justice pour tous et établir des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. En outre, comme indiqué dans le document des ODD de l'ONU sur *Promouvoir l'efficacité, la responsabilité, l'efficience et la transparence de l'administration publique en renforçant les ins tu ons supérieures de contrôle des nances publiques*[16], "…des ins tu ons et des organismes qui sont créés pour lu er contre la corrup on, accroître la responsabilité et promouvoir la transparence, tels que des ISC, sont fondamentaux, non seulement pour la réalisation de l'ODD 16, mais pour *tous les ODD*.

Même si la CDC n'est pas mentionnée spécifiquement dans le plan ni dans son cadre de suivi et d'évaluation[17], la par cipa on ac ve des ISC a été explicitement reconnue dans la résolu on Res/66/209 de l'Assemblée Générale du mois de décembre 2014 (accentuation ajoutée). Par des contrôles, et conformément à leur mandat et leurs priorités, les ISC peuvent contribuer au suivi et à la surveillance des progrès tout en iden ant aussi des opportunités d'amélioration. A cet e et, la CDC est en train de mener un contrôle de la préparation du gouvernement à la mise en œuvre du PNDD.

2021 Par cipants à l'atelier sur l'élaboration du plan d'entreprise 2022 - 2026

2.4.2 Situation par rapport à l'exposé budgétaire

L'exposé budgétaire 2021 pour la Cour des Comptes figure à l'Annexe 5.

Les progrès par rapport à quelques-unes des mesures de performance ont déjà été relevés dans diverses par es de ce rapport. La CDC est tenue de rendre compte des autres mesures par un rapport d'avancement. Ci-après est le rapport d'avancement concernant des cibles de service dont il faut également rendre compte, à savoir :

a) Sous la rubrique Plani ca on, Poli que et Normes
b) Sous la rubrique Opéra ons de Contrôle
c) Sous la rubrique Services Généraux

Les 3 tableaux ci-dessous donnent une actualisa on des progrès que la CDC a faits pour parvenir aux cibles de service dans son programme de 3 ac vités.

2.4.2.1 Activité CEAA : Planification, Politique et Normes

Descrip on	**Qualité / Quan té**	**Progrès**
Toutes les exigences de présenta on de l'information externe sont sa sfaites : - Comme requis par le Règlement intérieur du Parlement, la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes, la loi sur la fonc on de médiateur, la loi sur la fonction publique ou d'autres par es externes, dont INTOSAI et PASAI. - Rapports de décharge des donateurs remis dans les délais requis.	100%	Le délai de deux semaines reste une gageure.
Conformité avec le nouveau Règlement intérieur s'agissant des rôles et responsabilités de la Commission des Comptes Publics (CCP).	100%	Réalisé
Séances d'information régulièrement avec la Commission des Comptes publics.	4	Seules 3 réunions ont eu lieu en raison de la contesta on quant à la légalité de la nomina on des membres de la Commission.
Rencontres régulièrement avec le secteur public pour partager les résultats du contrôle des comptes de l'ensemble du gouvernement et d'autres questions (à la discrétion du Contrôleur général des Comptes) Les retours d'information officiels sur ces rencontres montrent des résultats dans l'ensemble 'satisfaisants' voire mieux.	Sa sfaisant, voire mieux	Réalisé
Présenta on du rapport annuel de la Cour des Comptes au Parlement/Commission des Comptes publics en temps voulu.	100%	Réalisé
Conformité aux normes interna onales (ISSAI) – la Cour des Comptes réalise 100% des interven ons dictées par la feuille de route sur la conformité prévue dans les ISSAI.	100%	Réalisé
Site internet de la Cour des Comptes mis à jour tous les mois au moins.	12	Réalisé
Examen par les pairs de la qualité des contrôles (échan llon) effectué pour l'exercice précédent.	100%	Reste un dé

Nombre suffisant d'effectifs embauchés pour pourvoir tous les postes vacants (2 dans la structure actuelle et 3 à rajouter)		3 postes restent à pourvoir.
Me re en œuvre le projet de loi sur la CDC adopté en 2021		Reste un dé

2.4.2.2 Ac vité CEAB : Ac vités de contrôle

Descrip on	**Qualité/ Quan té**	**Progrès**
Tous les rapports de ges on nalisés sous les 4 semaines de la remise de l'opinion du vérificateur.	100%	Reste un dé
Tous les contrôles entrepris sur Team Mate sont achevés dans un délai de 8 semaines de l'émission de l'opinion du réviseur.	100%	Reste un dé
S'assurer que l'examen cyclique interne par des pairs est entrepris chaque année et montre 100% de conformité selon la feuille de route des ISSAI.	80%	Reste un dé
Plan de travail annuel discuté avec la CCP et achevé chaque année.	1	Réalisé
Cibles du plan de véri ca on annuel a eintes chaque année, comprenant : - Contrôles à achever selon calendrier convenu avec les clients. - Autres cibles hors véri ca on a eintes. - Stages de forma on pour véri cateurs menés. - Stages de forma on pour le secteur public suivis. - Ac vités de sensibilisa on avec par es prenantes menées selon le calendrier.	80%	Reste un dé
Recommanda ons issues des contrôles : - transmises à la haute direc on et aux agents responsables - suivi des recommanda ons e ectué tous les ans (mis à jour sur le logiciel Team Central) - ac ons prises par les clients suite aux recommanda ons exprimées dans le rapport de ges on	100% des recom-manda ons transmises et suivi assuré tous les ans 50% des recom-manda ons marquent des progrès	Toutes les le res de ges on sont mises au point avec des commentaires. Le suivi de l'avancement des recom-manda ons reste une gageure.
Augmentation du nombre d'opinions délivrées par la Cour des Comptes (contrôles sous-traités exclus) par rapport à l'exercice antérieur. A jour pour le contrôle des comptes des autorités locales et le contrôle du PNDD.	100%	Augmenta on du nombre d'opinions de réviseurs reste une gageure. Contrôle des autorités locales et du PNDD reste un dé
Contrôles sous-traités achevés en temps voulu : - O res de soumissionnaires évaluées et adjudica on dans les 4 semaines de l'envoi des attributions aux cabinets d'expertise comptable. - Contrôles sous-traités achevés à la date d'échéance xée dans les a ribu ons (ou autre date si elle a été renégociée). - Dossiers de véri ca on TM sous-traités mis au point sous les 2 semaines de la date de l'opinion du réviseur.	80% des délais sont respectés	Reste un dé
Engagement avec les par es prenantes	80%	Réalisé

2.4.2.3Ac vité CEAC : Services généraux

Descrip on	Quan té/ Qualité	Progrès
Dépenses dans les limites budgétaires et présenta on du projet de budget annuel en temps voulu.	100%	Réalisé
La TI et les systèmes techniques du bureau sont tenus à jour et parfaitement opéra onnels.	75%	Réalisé
Matériel et ac fs protégés et entretenus.	80%	Réalisé
Feuilles de présence et de produc vité du personnel mises à jour.	100%	Réalisé
Rapports d'évaluation de la performance du personnel achevés.	100%	Réalisé
Personnel remplit et signe les formulaires du code de déonto-logie et d'indépendance avant d'entreprendre un contrôle.	100%	Réalisé
Procédure d'embauche de personnel achevée.	100%	Pas d'embauche. A la n 2021, 3 postes restaient à pourvoir.
Achèvement des états nanciers dans les délais pour la CDC.	100%	Voir Annexe 6 de ce rapport.

2.4.3 Elaboration de politique

Comme mentionné dans d'autres parties de ce rapport, la CDC continue de s'adapter aux changements apportés aux lignes directrices interna onales et aux manuels sur le contrôle des nances publiques et a élaboré une nouvelle politique de perfectionnement professionnel soumise à l'approbation de la CFP.

2.4.4 Cadre législatif et Conventions

Le mandat de la CDC et son indépendance

A présent, la Cour des Comptes est régie par la Cons tu on et la loi de 1998 sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes [Chap. 241] (Loi nº 3 de 1998). L'article 25 de la Constitution, qui traite des nances publiques, est composé de trois paragraphes concernant le Contrôleur général des Comptes, à savoir :

> *"4) Le Parlement ins tue la charge de Contrôleur général des comptes. Celui-ci est nommé par et à l'initiative de la Commission de la Fonction publique.*
>
> *5) La mission du Contrôleur général consiste à véri er les comptes publics de Vanuatu et à présenter un rapport à leur sujet au Parlement et au gouvernement.*
>
> *6) Le Contrôleur général ne peut être soumis, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité ou au contrôle d'aucune autre personne ni d'aucun autre organisme."*

La loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes (LEDCC) est une loi hybride portant à la fois sur le fonctionnement de la Commission des Comptes publics chargée d'examiner les dépenses publiques (Titre 2) et sur le Bureau du Contrôleur général des comptes (Titre 3). Elle a été adoptée en 1998 et amendée en 2000 et en 2001.

Le cadre législatif du BCGC a besoin d'être revu et révisé, surtout à la lumière de l'impératif d'indépendance d'une ISC, stipulée dans plusieurs conventions internationales auxquelles la République de Vanuatu est par e.

Comme le soulignent *la Déclara on de Lima (1977), la Déclara on de Mexico (2007) et les Résolu ons de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, A/66/209 (2011) et A/69/228 (2014)*, l'indépendance d'une institution supérieure de contrôle des nances publiques est cruciale pour garan r son ap tude à mener à bien son travail de manière libre et impar ale, contribuant ainsi à la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité.

L'importance d'avoir des ISC indépendantes est également soulignée dans les *objec fs de développement durables* (ODD) contenus dans l'agenda 2030 de l'ONU. L'objectif Nº 16 des ODD dispose de l'établissement "d'institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux". La cible 16.6, qui vise à développer "des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux", a une importance particulière pour la contribu on des ISC indépendantes au développement durable[18].

Nouvelles initiatives législatives

En 2021, d'autres changements ont été apportés au projet de loi sur la Cour des Comptes prêt à être présenté au Parlement.

Au moment de rédiger ce rapport, des consultations avaient lieu avec le Cabinet juridique de l'Etat et le ministère des Finances pour que l'amendement à la Cons tu on soit transmis par le Conseil des Ministres à une session extraordinaire du Parlement pour examen et adop on. Une fois que cet amendement aura été adopté, on s'attend à ce que le projet de loi soit présenté, lu et adopté par le Parlement en 2022.

Par cipants à la consultation avec les parties prenantes sur l'indépendance et le mandat de la CDC en décembre 2021 à Hog Harbor, Santo.

2.4.5 Risques/défis

Les grands dé s entravant les travaux de la CDC en 2021 ont été men onnés plus haut, notamment les suivants :

- Le manque de moyens nécessaires, surtout au plan des crédits budgétaires et des e ec fs
- La défaillance d'un certain nombre de clients qui ne remettent pas leurs états financiers dans les délais et de ne respectent pas leurs obliga ons aux termes de la loi
- Après plus de 10 ans de plaidoyer, l'indépendance de la CDC est encore et toujours en attente. Cela a ecte la réputa on interna onale de la CDC et aussi son ap tude à faire respecter les procédures requises pour les travaux de contrôle
- L'embauche de réviseurs spécialisés reste un défi
- La CDC a été a ectée par le COVID-19 – en par culier la difficulté d'aménager des moyens de télétravail pour le personnel, le manque de place dans les bureaux pour perme re de distancer les employés et le fait que le personnel d'encadrement de l'étranger et la formation à l'international ont été mis en a ente.

2.5 Nos finances

2.5.1 Etats financiers et projets de développement

Les états financiers pour l'exercice 2021 relatifs aux fonds de la CDC sont présentés à l'Annexe 6.1 et relatifs à l'aide par subvention du GFG à l'Annexe 6.2. Le rapport de véri ca on pour ces deux états nanciers est joint à l'Annexe 6.3.1 – Rapport du réviseur sur les états nancier de la Cour des Comptes – et à l'Annexe 6.3.2 – Rapport du réviseur sur les états financiers de l'aide par subvention du GFG apportée à la CDC.

La subven on du programme GFG est la seule aide au développement fournie à la CDC. Un sou en au développement de la capacité de la CDC est apporté par l'IDI de l'INTOSAI et PASAI. La CDC est reconnaissante de l'aide au développement fournie par GFG et les partenaires au développement.

Ces rapports sont établis en conformité avec les modi ca ons apportées en 2019 à la loi sur les nances publiques et la gestion économique qui exigent que tous les dirigeants d'agences (y compris le Contrôleur général) soume ent au ministère des Finances et de la Ges on économique les états nanciers annuels de leur agence dans les 3 mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les états financiers de la CDC pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 ont été préparés en conformité avec les normes interna onales de comptabilité publique (IPAS) – comptabilité de caisse – ainsi qu'avec le cadre de l'INTOSAI sur les déclara ons professionnelles, en par culier ISSAI-12P.

Les états financiers de la CDC qui figurent à l'Annexe 6.1 consistent en ce qui suit :

1. Déclara on de responsabilité,
2. Rapport du réviseur indépendant,
3. Etat des encaissements et décaissements,
4. Etat compara f entre budget et situa on réelle, et
5. Déclara on des conven ons comptables et notes sur les comptes :
   - La déclara on des conven ons comptables précise l'entité présentant l'information financière, la date d'autorisation, la base de prépara on des états nanciers, la monnaie de présenta on, les espèces et quasi-espèces, les terrains, construc ons et matériel, le budget, les changements aux conven ons comptables et les correspondances.
   - Les notes relatives aux comptes couvrent : l'aide par subven on de donateurs, les presta ons des employés, les recettes, les dépenses d'exploitation, les dépenses de capital, le solde de clôture, le

budget, le fonds de caisse à montant fixe, les créances et charges à payer et l'état des engagements, les débiteurs et charges à recevoir et l'état des affectations.

- Les états financiers pour l'aide par subvention du GFG pour les 12 mois jusqu'au 30 juin 2021 ont eux aussi été préparés conformément aux IPSAS – comptabilité de caisse.

Les états nanciers de l'aide par subvention du GFG tels qu'ils figurent à l'Annexe 6.2 comprennent ce qui suit :

1. Le contexte du projet – un bref descriptif de l'aide au développement fournie par le gouvernement australien à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du programme GFG,
2. Le rapport du réviseur indépendant,
3. L'état des encaissements et décaissements,
4. L'état comparatif entre budget et situation réelle, et
5. La déclara on des conven ons comptables et les notes rela ves aux comptes.

Ces états ont tous deux été contrôles et sont conformes aussi aux exigences de la loi sur les nances publiques et la ges on économique.

En 2021 la CDC a été informée que sa subven on totale de AUD$900,000 serait réduite de AUD$ 300,000 (l'équivalent de Vt 24 millions).

2.6 Autres questions

2.6.1 Droit à l'information

Au cours de 2021 la CDC n'a pas reçu de demandes relatives à la loi sur le droit à l'information.

Selon la loi DI, toute demande portant sur des états nanciers contrôlés ou un rapport de réviseur doit être soumise au dirigeant de l'en té éta que ou du programme.

2.6.2 Réclamations

Aucune réclamation n'a été reçue en 2021 de la part de clients au sein de la fonction publique ni en dehors. La CDC envoie un formulaire de retour d'information aux clients après avoir achevés ses contrôles. En 2021 9 formulaires ont été envoyés, mais aucune réponse n'a été reçue à ce jour.

2.6.3 Contrôle de la fraude

La Cour des Comptes adhère à la poli que sur la fraude de la Fonc on publique qui exige que toute fraude relevée par l'entité doit être signalée à la Fonction publique. Il n'y a pas eu de cas de fraude pour l'exercice 2021.

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu d'évaluation des risques de fraude. La CDC a mis en place des politiques pour s'assurer qu'un membre du personnel menant des travaux de contrôle n'a pas de conflit d'intérêt.

2.6.4 Organismes créés par loi ou non et obligations internationales

- La CDC n'a pas d'organismes créés par loi ou non établis sous sa tutelle ou relevant d'elle.

La CDC est membre des organisations interna onales et régionales suivanes : INTOSAI, PASAI et l'Association des Contrôleurs Généraux du Commonwealth (Commonwealth Association of Auditors General). Elle remplit toutes les obliga ons auxquelles elle est tenue par ces organisa ons.

2.6.5 Dispositions qui ne s'appliquent pas

- *Médiateur* : Il n'y a pas de rapports établis par le Médiateur concernant la CDC
- *Décisions de jus ce* : Il n'y a pas eu de décisions du tribunal se rapportant à la CDC
- *Ini a ves paritaires de la CDC* : celles-ci sont couvertes dans la par e sur les ressources humaines
- *Dépenses de capital* : elles gurent dans les états nanciers de 2021

3. Conclusion

Ce rapport annuel pour 2021 a résumé et décrit les ac vités, les accomplissements et les dé s principaux de la Cour des Comptes de Vanuatu.

En outre, il est établi en conformité avec les exigences de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes, la loi sur les nances publiques et la ges on économique et la loi sur la Fonc on publique.

Nous sommes reconnaissants à nos par es prenantes pour leur sou en et leur contribu on durant l'exercice 2021. Grâce à ce soutien, nous avons tous réussi à passer le cap de la deuxième année de défi posé par la pandémie du COVID-19.

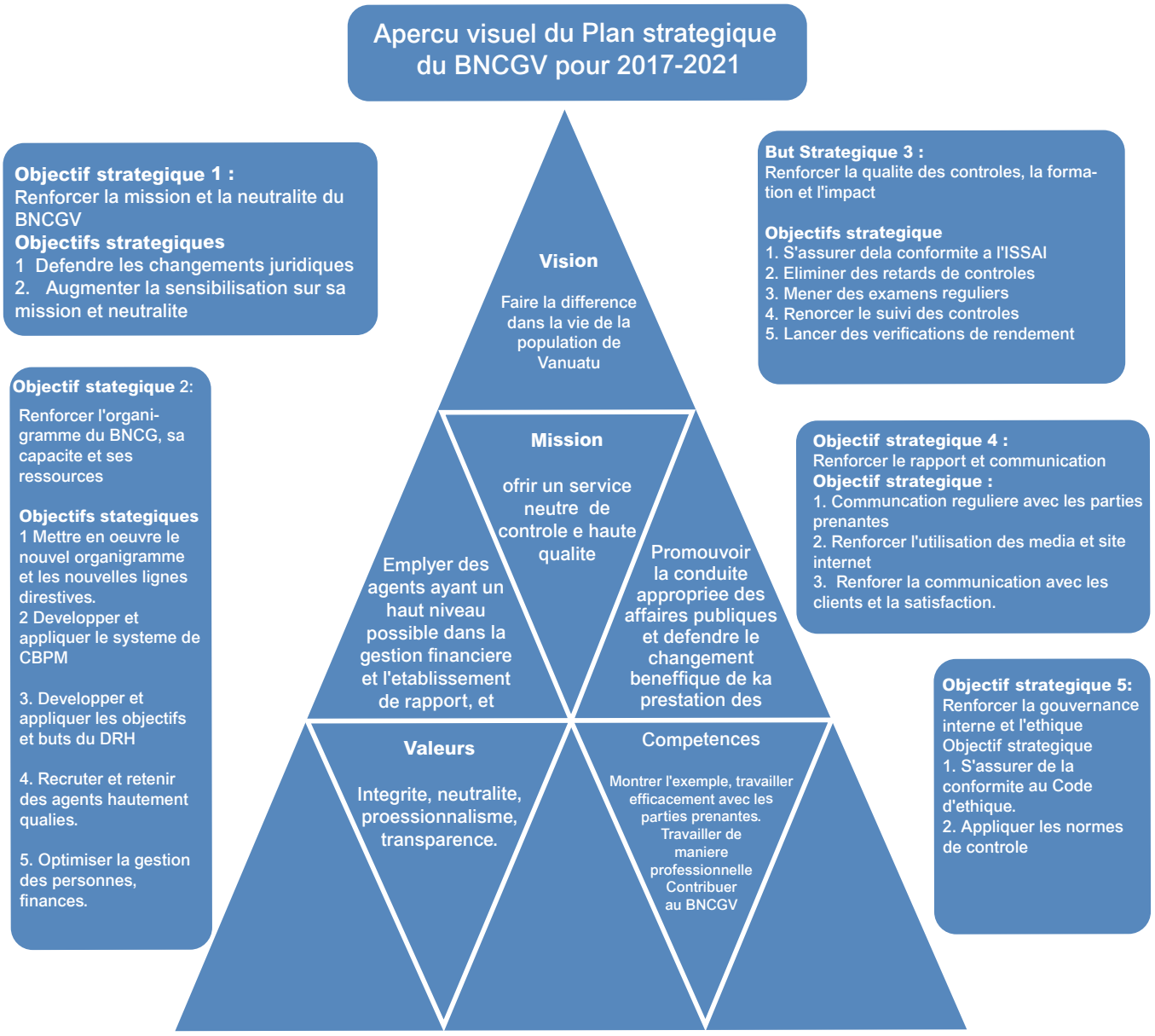
La Cour des Comptes espère que l'année 2022 apportera prospérité et développement dans nos efforts et notre contribu on visant à respecter les principes de bonne gouvernance, de transparence et de responsabilité dans la ges on des nances publiques.

Responsable à contacter

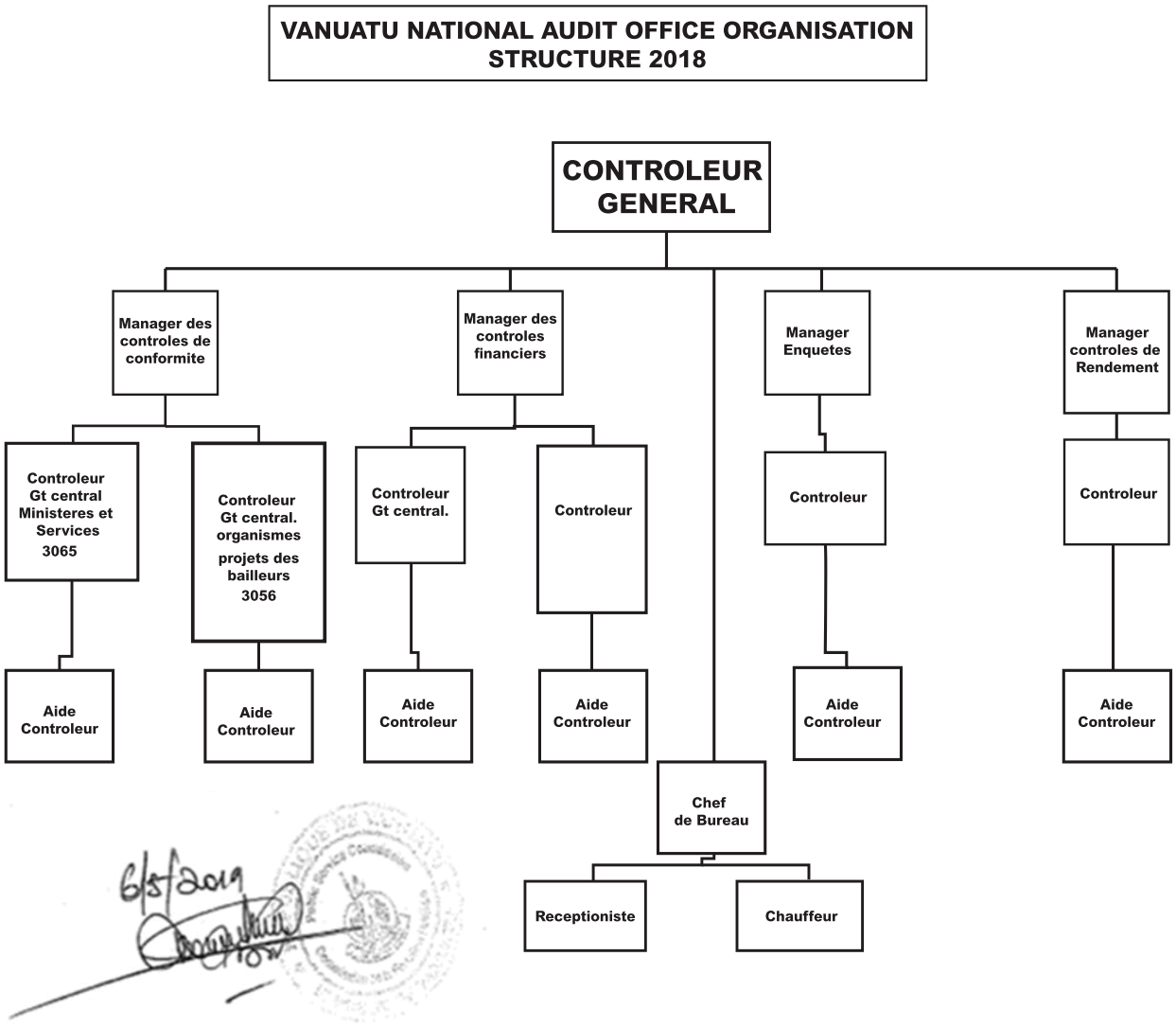
Toute ques on au sujet de ce rapport annuel devrait être adressée à :

M. Caleb Sandy, Contrôleur général des comptes
Courriel : csandy@vanuatu.gov.vu
Téléphone : +678 33085

Annexe 1 – Aperçu visuel du plan stratégique 2017-2021 de la CDC



Annexe 2 Structure d'entreprise de la CDC



Annexe 3 : Contrôles achevés en 2021

Nom du projet de contrôle	Période contrôlée	Date du rapport
1. Contrôles effectués à l'interne		
Contrôles de conformité		
Projets de donateurs sous le ministère de l'Infrastructure et des Services publics	1 Jan 2016 au 31 Dec 2018	**10-Nov-21**
Département du Commerce extérieur	1 Jan 2018 au 31 mars 2020	**18-Mai-21**
Service des A aires étrangères	1 Jan 2016 au 31 Dec 2019	**18-Mai-21**
Conseil des Chefs du Malvatumauri	1 Jan 2018 au 31 mars 2020	**25-Nov-21**
Ministère des A aires étrangères, Rela ons interna onales et Commerce extérieur	1 Jan 2016 au 31 Dec 2019	**15-mar-21**
Ministère de la Jus ce et de la Sécurité sociale	1 Jan 2018 au 31 mars 2020	**25-Oct-21**
Contrôles nanciers		
Projet de la BAD sur la couverture e ec ve de la vaccina on	2019&2020	**22-Dec-21**
Cadre intégré rehaussé (Enhanced Integrated Framework) – Projet de cadre de la poli que commerciale de EIF	2018 - 2020	**27-Avr-21**
Programme de résilience dans le Paci que – Projet de la Banque mondiale	2017 - 2020	**6-Dec-21**
Programme de l'ONU pour l'environnement – Projet de renforcement de la capacité ins tu onnelle	2020	**23-Août-21**
Gouvernement tout en er de Vanuatu - GTEV	2016	**28-Oct-21**
Gouvernement tout en er de Vanuatu - GTEV	2015	**28-Oct-21**
Gouvernement tout en er de Vanuatu - GTEV	2017	**28-Oct-21**
2. Contrôles nanciers (états) externalisés		
Projets de la Banque Asia que de Développement		
Projet de distribution d'eau et d'assainissement de Luganville	2020	**03-Sep-21**
Projet d'accès à l'énergie (Vanuatu Energy Access Project – VEAP)	2020	**21-Jan-21**
Projet de remise en état des routes post cyclone PAM (Cyclone PAM Road Recovery Project – CPRRP)	2020	**18-Oct-21**
Projet de remise en état des écoles post cyclone PAM (Cyclone PAM Schools Recovery Project – CPSRP)	2020	**30-Nov-21**
Projet de développement urbain de Port-Vila (Port Vila Urban Development Project – PVUDP)	2018-2019	**27-Juil-21**

Projets nancés par le gouvernement australien		
Programme de soutien à l'éducation (Vanuatu Educa on Support Program - VESP Phase II)	2020	**23-Nov-21**
Subven on au Bureau du Premier ministre	2019&2020	**10-Nov-21**
Projet de reprise et de renforcement économique CT PAM	2019	**12-Jan-21**
Projets de la Banque Mondiale		
Programme de rétablissement et d'amélioration de l'infrastructure (Vanuatu Infrastructure Recovery Improvement Program – VIRIP)	2020	**23-Nov-21**
Dispositif de partenariat sur l'absorption de CO2 par les forêts (Forest Carbon Partnership Facility – FCPF)	2019	**26-Mar-21**
Dispositif de partenariat sur l'absorption de CO2 par les forêts (Forest Carbon Partnership Facility – FCPF)	2020	**11-Oct-21**
Projet d'électrification rurale (Vanuatu Rural Electri ca on Project - VREP I)	2019&2020	**07-Sep-21**
Projet d'électrification rurale (Vanuatu Rural Electri ca on Project - VREP II)	2020	**11-Oct-21**
Autorités locales		
Province de Sanma	2015--2019	**28-Oct-21**
Province de Malampa	2017--2019	**28-Oct-21**
Province de Shefa	2017--2019	**19-Sep-21**
Province de Tafea	2016--2019	**16-Juin-21**
Commune de Lenakel	2016--2019	**22-Sep-21**
Commune de Port-Vila	2017&2018	
Commune de Port-Vila	2019	**20-Juil-21**
Autres		
1ere tranche du FEI - Ministère du Commerce	2019	**01-Sep-21**
Union Européenne - GIZ	2020	**15-Juil-21**
Renforcer la résilience face aux dangers naturels résultant du changement clima que (Increasing Resilience to Climate Change Natural Hazards – IRCCNH)	2019	**04-Juin-21**
Fonds national pour l'énergie verte (Na onal Green Energy Fund – NGEF)	2020	**04-Août-21**
Routes pour le développement (Road for Development – R4D)	2020	**27-Avr-21**
O ce de règlementa on des services publics (U li es Regulatory Authority – URA)	2020	**26-Août-21**
Société de radio-di usion et de télévision de Vanuatu - SRTV	2020	**07-Juil-21**

Cour des Comptes de Vanuatu – CDC	2020	**04-Nov-21**
Ins tut de forma on des enseignants de Vanuatu – IFEV	2020	**10-Dec-21**
Conseil des in rmiers de Vanuatu (Vanuatu Nursing Council – VNC)	2014--2019	**27-Mai-21**
Banque de développement rural de Vanuatu	2020	**17-Mai-21**
Conformément à la loi sur le droit à l'information, quiconque, personne physique ou morale, souhaitant obtenir un exemplaire de rapport de vérification doit en faire la demande au dirigeant de l'entité étatique ou du programme contrôlé.		

Annexe 4 : Situation des contrôles des états financiers d'entités étatiques

Poste	Nom de l'entité du secteur public	Dernier exercice contrôlé	Exercice(s) pas encore contrôlé(s)
1.	**Organismes cons tu onnels**		
	Gouvernement de la République of Vanuatu, c'est-à-dire états nanciers du gouvernement (EFG)	2017	2018, 2019, 2020 & 2021
	Bureau du Président de la République de Vanuatu	Partie des EFG	Pas applicable (P.A.)
	Parlement	Partie des EFG	P.A.
	Magistrature	Partie des EFG	P.A.
	Malvatumauri	Partie des EFG	P.A.
	Conseil des Elec ons	Partie des EFG	P.A.
	Commission de la magistrature	Partie des EFG	P.A.
	Commission du Corps de Police	Partie des EFG	P.A.
	Commission de la Fonc on publique	Partie des EFG	P.A.
	Commission du Corps enseignant	Partie des EFG	P.A.
	Cabinet juridique de l'Etat, y compris Bureau de l'A orney Général	Partie des EFG	P.A.
	Commission de la Citoyenneté	Partie des EFG	P.A.
	Parquet	Partie des EFG	P.A.
	Cour des Comptes	2021 et par e des EFG	-
	Médiateur	Partie des EFG	P.A.
	Avocat public	Partie des EFG	P.A.
2.	**Ministères du gouvernement**		
	Bureau du Premier ministre	Partie des EFG	P.A
	Ministère de l'Agriculture, Elevage, Pêche, Sylviculture et Biosécurité	Partie des EFG	P.A
	Ministère du changement clima que et des risques géologiques	Partie des EFG	P.A
	Ministère de l'Educa on et de la Forma on	Partie des EFG	P.A
	Ministère des Finances et de la Ges on économique	Partie des EFG	P.A
	Ministère des A aires étrangères et du Commerce extérieur	Partie des EFG	P.A
	Ministère de la Santé	Partie des EFG	P.A
	Ministère de l'Infrastructure et des Services publics	Partie des EFG	P.A

	Ministère des A aires intérieures et Bureau du Vice-premier ministre	Partie des EFG	P.A
	Ministère de la Jus ce et de la Sécurité sociale	Partie des EFG	P.A
	Ministère des Terres et des Ressources naturelles	Partie des EFG	P.A
	Ministère du Commerce et de l'Industrie	Partie des EFG	P.A
	Ministère de la Jeunesse et des Sports	Partie des EFG	P.A
3.	**Conseils provinciaux**		
	Malampa	2019	2020 & 2021
	Penama	2015	2016 – 2021
	Sanma	2019	2020 & 20 21
	Shefa	2019	2020 & 2021
	Tafea	2019	2020 & 2021
	Torba	2019	2020 & 2021
4.	**Communes**		
	Lenakel	2019	2020 & 2021
	Luganville	2019	2020 & 2021
	Port-Vila	2019	2020 & 2021
5.	**Entreprises d'Etat**		
	Air Vanuatu (Opera ons) Limited	2020	2021
	Airports Vanuatu Limited	2016	2017 – 2021
	Na onal Bank of Vanuatu	2021	
	Northern Island Stevedoring Company Limited	2021	
	Vanuatu Livestock Development	2013	2014 – 2021
	Vanuatu Mari me College	2019	2020 & 2021
	Vanuatu Post Limited	2016	2017 – 2021
6.	**En tés et entreprises créées par loi**		
	Archives na onales	2014	2015 – 2021
	Conseil na onal de la Culture et Centre culturel	2014	2015 – 2021

	Fonds national pour l'énergie verte	2020	2021
	Société nationale de l'Habitat	2012	2013 – 2021
	Autorité na onale des Jeunes	Néant	2018 – 2021
	Université na onale de Vanuatu	2020	2021
	Bureau du Régulateur mari me	Néant	2018 - 2021
	Banque de Réserve de Vanuatu	2021	
	Régulateur des Télécommunica ons, radio-di usion et communica ons radio	2021	
	O ce de règlementa on des services publics	2021	
	Centre de recherche agronomique et de forma on de Vanuatu	2019	2020 & 2021
	Bureau des norms de Vanuatu	Néant	
	Société de radio-di usion et de télévision de Vanuatu	2021	
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Vanuatu	2021	
	Commission des A aires nancières de Vanuatu	2021	
	Agence de promo on des inves ssements de Vanuatu	2020	2021
	Commission du droit	Néant	
	Société du droit du Vanuatu	Néant	
	Caisse na onale de Prévoyance de Vanuatu	2019	2020 & 2021
	Commission na onale des Sports de Vanuatu	2018	2019 – 2021
	Conseil des in rmiers de Vanuatu	2019	2020 & 2021
	Autorité des producteurs du secteur primaire de Vanuatu	Néant	2018 - 2021
	Société de la Croix Rouge de Vanuatu	2021	
	Banque de développement rural de Vanuatu	2020	2021
	O ce du Tourisme de Vanuatu	2021	
	Autorités des Quali ca ons de Vanuatu	2020	2021
Conformément à la loi sur le droit à l'information, quiconque, personne physique ou morale, souhaitant obtenir un exemplaire de rapport de vérification doit en faire la demande au dirigeant de l'entité étatique ou du programme contrôlé.			

Annexe 5 Exposé budgétaire de la Cour des Comptes

PROGRAMME CEA : CONTROLE DES COMPTES PUBLICS

Coût du programme : VT. 90.683.636

Objectifs

- D'être un acteur essentiel dans la promotion de la responsabilité, de la bonne gouvernance et de la transparence dans la ges on du secteur public et la ges on des nances publiques.
- De fournir une assurance au Parlement et au public sur ce qui suit :
  a) le caractère exact et complet des comptes publics ;
  b) si les opéra ons nancières du gouvernement et des organismes publics sont ou non conformes à la loi applicable et aux exigences comptables et de contrôle des comptes ;
  c) si les systèmes et les contrôles pour la ges on nancière publique par le gouvernement et les organismes publics sont ou non su sants et bien adaptés ;
  d) si les a aires nancières du gouvernement et des organismes publics sont ou non gérées avec intégrité, notamment si les fonctionnaires et hauts responsables s'acquittent de leurs devoirs légaux et déontologiques envers le Parlement et le public de manière transparente et juste ; et
  e) si les personnes responsables de gérer les ressources publiques les ont ou non u lisées au mieux et de manière e cace et rentable.

Les crédits affectés en 2020 s'élevaient à VT. 95.417.016. Le budget 2021 correspond à la structure approuvée pour la CDC, à savoir 20 postes, plus l'inclusion éventuelle de 3 employés en 2021. Pour que la CDC puisse pleinement fonctionner, tous les postes vacants et ceux qu'il est prévu de créer en 2021 doivent être pourvus, à condi on que le projet de loi sur la CDC soit adopté et promulgué.

Activité CEAA : Planification, Politique et Normes

Coût de l'activité : VT. 13.721.111

Objectifs

De gérer la direc on stratégique du bureau qui doit jouer un rôle clef dans la responsabilisa on et l'intégrité du secteur public.

Moyens d'assurer les services

- Soutenir la presta on de services de véri ca on ;

- Me re à jour les méthodologies, les procédures et les lignes directrices ;
- S'assurer que suffisamment d'effectifs sont embauchés pour permettre d'achever les véri ca ons en temps voulu ;
- Fournir des rapports et des conseils au Parlement, à ses Commissions et aux en tés du secteur public ;
- Informer le public et assurer la liaison avec le Parlement et les clients de manière régulière concernant les ac vités de véri ca on et leur évolu on ;
- Cadrer la méthodologie et les pra ques de véri ca on avec les exigences des normes interna onales de contrôle des comptes publics (ISSAI) ;
- Jouer un rôle consultatif sur des questions de politique à l'échelon du gouvernement na onal ;
- Sou en ges onnaire apporté à la Commission des Comptes publics ;
- Préconiser l'adoption des changements nécessaires pour relever le niveau d'indépendance de la Cour des Comptes.

Mesure de la performance (Cibles des services)

Descrip on	Quan té/ Qualité	Unité de mesure
Toutes les exigences de présentation de l'information externe sont sa sfaites : - comme requis par la CCP, le Médiateur, le Parlement ou d'autres - Rapports de décharge des donateurs remis dans les délais requis	100%	100% de rapports achevés et correspondance sous deux semaines de la récep on de la demande ou achevés à la date d'échéance
Conformité avec le nouveau Règlement intérieur s'agissant des rôles et responsabilités de la Commission des Comptes Publics (CCP)	100%	Conformité totale avec les exigences du Règlement intérieur du Parlement quant aux rôles et responsabilités de la CCP
Séances d'information régulièrement avec la Commission des Comptes publics	4	Nombre de séances d'infor-ma on (o cielles et non o cielles)
Rencontres régulièrement avec le secteur public pour partager les résultats du contrôle des comptes de l'ensemble du gouvernement et d'autres questions (à la discrétion du Contrôleur général des Comptes) Les retours d'information o ciels sur ces rencontres montrent des résultats dans l'ensemble 'satisfaisants' voire mieux.	Sa sfaisant ou mieux	Les retours d'information sur les rencontres avec le secteur public sur les sujets présentés indiquent que la qualité et la per nence sont 'satisfaisantes' voire mieux

Présenta on du rapport annuel de la Cour des Comptes au Parlement/Commission des Comptes publics en temps voulu	100%	Rapport annuel sur les ac vités de la CDC présenté à la date d'échéance
Conformité aux normes interna onales (ISSAI) – la Cour des Comptes réalise 100% des interven ons dictées par la feuille de route sur la conformité prévue dans les ISSAI	100%	Interven ons prévues par la feuille de route sur la conformité des ISSAI réalisées
Site internet de la Cour des Comptes mis à jour tous les mois au moins	12	Site mis à jour tous les mois, avec des informa ons actualisées et per nentes
Examen par les pairs de la qualité des contrôles (échan llon) effectué pour l'exercice précédent	100%	Examen par les pairs achevé et recommanda ons émises
Nombre suffisant d'effectifs embauchés pour pourvoir tous les postes vacants (2 dans la structure actuelle et 3 à rajouter)	5	5 postes à pourvoir
Me re en œuvre le projet de loi sur la CDC adopté en 2021	1	Nouvelle structure organisa on-nelle et poli que de RH

Activité CEAB : Activités de contrôle

Coût de l'activité : VT. 62.500.068

Subvention en espèces et aides en nature : VT. 24.000.000

Objectifs

- De mener des contrôles, des évalua ons et des inves ga ons pour apprécier le caractère économique, e cace, effectif et responsable de l'utilisation des ressources publiques con ées aux agences et en tés du secteur public pour leurs programmes. Rendre compte des constata ons à la Commission des Comptes publics, au Parlement et au gouvernement.
- Pour atteindre cet objectif, il faut davantage d'effectifs pour satisfaire aux exigences de la loi sur le Contrôle des Comptes. Faute d'embaucher du personnel par le passé, la Cour des Comptes a perdu les crédits prévus pour les postes approuvés par la CFP. Avec le présent budget, la Cour veut pourvoir tous les postes de la nouvelle structure et procéder à l'embauche d'effectifs de façon à pouvoir parvenir aux cibles de performance énoncées dans le tableau ci-dessous.

Moyens d'assurer les services

Toutes les vérifications sont effectuées à l'aide du logiciel TeamMate qui permet de saisir des repères pour mesurer la performance dans chaque contrôle et ensuite résumer les résultats à des ns de publication de l'information.

- Suivi régulier des contrôles pour en garan r la qualité
- Suivi des programmes de travail annuels et rapports d'avancement des contrôles
- Réunions régulièrement entre le CGC et les directeurs généraux, les directeurs, les secrétaires provinciaux, les secrétaires de mairie et les responsables des nances
- Respect des échéances pour les rapports de contrôle des comptes publics et des comptes des autorités locales devant être soumis au Parlement
- Suivi de l'avancement de la mise en œuvre des recommanda ons issues des véri ca ons
- Achèvement des dossiers de véri ca on en temps voulu pour sa sfaire aux condi ons requises des normes interna onales de contrôle des comptes publics
- Véri ca ons menées en conformité avec les normes internationales
- Contrôles sous-traités après adjudica on sont évalués, revus et parachevés à temps et dans le respect des obliga ons contractuelles
- S'assurer que tous les réviseurs suivent des programmes de perfectionnement en permanence pour sa sfaire aux exigences techniques des travaux de contrôle
- Contrôles achevés suivant le calendrier convenu avec les clients.

Mesure de la performance (Cibles des services)

Descrip on	Quan té/ Qualité	Unité de mesure
Tous les rapports de ges on nalisés sous les 4 semaines de la remise de l'opinion du vérificateur	100%	Repères dictés par Team Mate
Tous les contrôles menés sur TeamMate et achevés sous les 8 semaines de la remise de l'opinion du vérificateur	100%	Date d'achèvement xée par TeamMate
Examen cyclique interne par les pairs mené tous les ans montre 100% de conformité suivant la feuille de route des ISSAI	80%	Conformité avec exigences des ISSAI
Plan de travail annuel discuté avec la CCP et achevé chaque année	1	Plan annuel des ac vités de contrôle achevé
Cibles du plan de véri ca on annuel a eintes chaque année, comprenant : - Contrôles à achever selon calendrier convenu avec les	80%	Pourcentage de cibles du plan annuel a eintes

clients - Autres cibles hors véri ca on a eintes - Stages de forma on pour véri cateurs menés - Stages de forma on pour le secteur public suivis - Ac vités de sensibilisa on avec par es prenantes menées selon le calendrier		
Recommanda ons issues des contrôles : - transmises à la haute direc on et aux agents responsables - suivi des recommanda ons e ectué tous les ans (mis à jour sur le logiciel Team Central) - ac ons prises par les clients suite aux recommanda ons dans le rapport de ges on	100% des recommanda- ons issues des contrôles communi-quées et suivies tous les ans 50% d'avance-ment sur les recommanda- ons émises	Toutes les le res de ges on sont mises au point avec des commentaires L'avancement des recommanda on est porté sur Team Mate
Augmentation du nombre d'opinions délivrées par la Cour des Comptes (contrôles sous-traités exclus) par rapport à l'exercice antérieur. A jour pour le contrôle des comptes des autorités locales et le contrôle du PNDD	100%	Base de référence de 20 contrôles (en augmenta- on de 100% par rapport à la base de référence)
Contrôles sous-traités achevés en temps voulu : - O res de soumissionnaires évaluées et adjudica on dans les 4 semaines de l'envoi des attributions aux cabinets d'expertise comptable - Contrôles sous-traités achevés à la date d'échéance fixée dans les a ribu ons (ou autre date si elle a été renégociée) - Dossiers de véri ca on TM sous-traités mis au point sous les 2 semaines de la date de l'opinion du réviseur	80% des délais respectés	Opportunité (telle que xée sur Team Mate)
Engagement avec les par es prenantes	80%	E ectuer au moins 4 rencontres de plaidoyer avec les par es

		prenantes

Activité CEAC : Services généraux

Coût de l'activité : VT. 14.462.457

Objectifs

Disposer de ressources adéquates pour permettre à la CDC de s'acquitter de ses responsabilités et obliga ons et garan r un sou en organisa onnel, nancier et technique e cace à la direc on.

Moyens d'assurer les services

- S'assurer que des ressources suffisantes sont obtenues dans le budget sur la base d'intrants réalistes de tous les centres de coûts ;
- Fournir un sou en informa que à la fonc on de ges on, de contrôle et d'encadrement ;
- Fournir un sou en administra f à la haute direc on et à toutes les fonc ons opéra onnelles et d'encadrement ;
- Tenir une documenta on de référence technique et per nente appropriée ainsi que la correspondance;
- Mettre en œuvre les plans de travail annuels individuels du personnel et e ectuer des apprécia ons de performance ;
- Veiller à ce que le personnel remplisse les feuilles de présence hebdomadaires et de produc vité tenues sur TeamMate et le système informa sé sur la présence ;
- Personnel observe les exigences d'indépendance professionnelle et déontologiques ;
- Etats nanciers achevés dans les délais pour en e ectuer le contrôle.

Mesure de la performance (Cibles des services)

Descrip on	Qualité/ Quan té	Unité de mesure
Dépenses dans les limites budgétaires et présenta on du projet de budget annuel en temps voulu	100%	Dépenses dans les limites budgétaires. Proposi ons budgétaires présentées à la date d'échéance.
La TI et les systèmes techniques du bureau sont tenus à jour et parfaitement opéra onnels.	75%	Système IT évalué
Matériel et ac fs protégés et entretenus.	80%	Inventaire annuel
Feuilles de présence et de produc vité du personnel mises à jour	100%	Quo ennement et hebdomadairement sur Team Mate et les systèmes de présence
Rapports d'évaluation de la performance du personnel	100%	Evalua on achevée tous les six

achevés		mois pour tout le personnel
Personnel remplit et signe les formulaires du code de déonto-logie et d'indépendance avant d'entreprendre un contrôle	100%	Formulaires signés tous les six mois pour tout le personnel (sur Team Mate)
Procédure d'embauche de personnel achevée	100%	Tous les postes vacants sont pourvus d'ici la fin de l'année 2021
Achèvement des états nanciers dans les délais pour la CDC	100%	Contrôles achevés dans les temps et dans le mois qui suit la clôture de l'exercice

Annexe 6.1

ETATS FINANCIERS

DU

BUREAU DU CONTROLEUR GENERAL DES COMPTES DE VANUATU

Fonds de fonctionnement et financement de donateurs
Pour l'exercice clos au 31 décembre 2021

Etablis selon les normes internationales de comptabilité publique (IPSAS) :
Présentation de l'information financière suivant la méthode
de la comptabilité de caisse

TABLE DES MATIERES

BUREAU DU CONTROLEUR GENERAL DES COMPTES 2-3

RAPPORT DE VERIFICATION INDEPENDANT 4-5

ETATS FINANCIERS 6-7

ETAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DECAISSEMENTS 6

ETAT COMPARATIF ENTRE BUDGET ET SITUATION REELLE 7

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES SUR LES COMPTES 8

1. Conventions comptables 8-10

2. Subvention de l'Etat 10

3. Subvention d'aide de donateurs 10

4. Autres rentrées 10

5. Prestations des employés 11-12

6. Dépenses d'exploitation 12-13

7. Dépenses de capital 14

8. Solde de clôture de l'encaisse 14

9. Budget 15

9a. Ecart entre recettes prévisionnelles et réelles 15

9b. Ecart entre dépenses prévisionnelles et réelles 15

10. Fonds de caisse à montant fixe 15

11. Comptes fournisseurs 15

12. Etat des engagements 15

13. Comptes clients 16

14. Compte des affectations budgétaires 16

RAPPORT DU BUREAU DU CONTROLEUR GENERAL
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

The Vanuatu National Audit Office, as a constitutional entity, has its roles defined by the Expenditure Review and Audit Act [CAP 241]. It is the Supreme Audit Institution (SAI) for Vanuatu and has responsibility to make sure that:

- Les conditions requises de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes sont respectées, y compris apporter son concours à la Commission des Comptes Publics dans son examen de l'adhésion à la loi.
- Des contrôles sont effectués et achevés sur des questions concernant la gestion des ressources publiques.
- Les méthodes de traitement ou d'engagement des deniers publics, qu'il s'agisse de recettes, de dettes ou de dépenses, sont comptabilisées dans les règles.
- Tous les fonds sont utilisés dans le respect de la loi, dans un souci d'économie, d'efficacité et d'efficience et aux fins prévues dans la loi de finances publiques.
- Les biens ou éléments d'actif du gouvernement sont bien entretenus et comptabilisés.

Les présents états financiers ont été établis pour la première fois, en conformité avec la modification apportée en 2019 à la loi sur les finances publiques et la gestion économique qui exige que tous les chefs d'agence (y compris le Contrôleur général) présentent les états financiers annuels de leur agence dans les 3 mois qui suivent la clôture de l'exercice financier. Les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 ont été préparés en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique applicables à la méthode de la comptabilité de caisse, ainsi qu'avec le cadre des déclarations professionnelles de l'INTOSAI et, notamment, l'ISSAI-12P.

L'ISSAI-12P énonce les valeurs et les avantages d'une institution supérieure de contrôle des comptes publics (ISC). Cette déclaration encourage les responsables de l'ISC du Vanuatu à en appliquer les principes dans l'environnement de travail, contribuant ainsi à faire une différence dans la vie des citoyens. Dans l'ISSAI-12P, suivant le principe "Etre une organisation modèle en dirigeant par l'exemple", les objectifs suivants sont atteints du fait de la production de ces états financiers :

- 'Les ISC doivent s'acquitter de leurs tâches d'une manière qui assure la responsabilité, la transparence et la bonne gouvernance publique ; et
- Les ISC doivent être soumises à un examen externe indépendant, y compris à un contrôle externe de leurs opérations, et en mettre les rapports à la disposition des parties prenantes.'

Les états financiers incluent tout à la fois les activités financées par le budget de fonctionnement et les activités financées par des donateurs.

Le rapport montre qu'en 2021, la Cour des Comptes du Vanuatu :

- s'est vu attribuer des crédits budgétaires à hauteur de 90.683.636 VT ;
- a dépensé 52.056.831 VT au titre des dépenses de personnel, 25.574.963 VT au titre des dépenses d'exploitation et 6.786.864 VT au titre des dépenses en capital ; et
- détient 11.609.412 VT comme solde d'encaisse disponible dans le fonds de développement.

La Cour des Comptes remercie le gouvernement et les parties prenantes pour leur soutien et leurs contributions, y compris les partenaires donateurs et la communauté de l'INTOSAI, à l'exécution de sa mission en général qui consiste à promouvoir la bonne gouvernance et à rehausser la transparence et la responsabilité dans le secteur public.

RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

DECLARATION DE RESPONSABILITE

Il incombe à la Cour des Comptes du Vanuatu de préparer, pour chaque exercice, des états financiers qui représentent de manière juste à tous les égards importants la situation financière de la Cour des Comptes telles qu'arrêtée à la fin de chaque période et ses résultats d'exploitation.

La Cour des Comptes du Vanuatu est en fin de compte responsable et tenue de s'assurer que des livres et registres comptables sont tenus dans les règles et présentent à tout moment, avec une exactitude acceptable, la situation financière de la Cour des comptes. Les états financiers sont préparés suivant la méthode de la comptabilité de caisse en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Ils se composent :

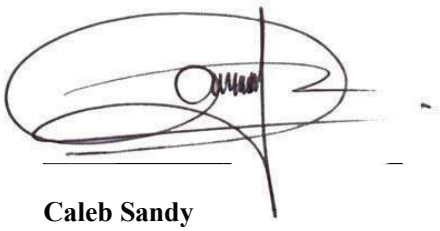
a) de l'état des encaissements et des décaissements,
b) de l'état comparatif entre budget et situation réelle, et
c) des conventions comptables significatives et des notes afférentes aux états financiers.

Ces états représentent les activités financières de la Cour des Comptes du Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Nous attestons par la présente que les états financiers constituent une représentation complète et fidèle des activités financières de la Cour des Comptes du Vanuatu.

Approbation des états financiers

Les états financiers de la Cour des Comptes ont été approuvés pour publication le 24 août 2022 et signés en son nom par :



Caleb Sandy
Contrôleur Général des Comptes de la République de Vanuatu

Rapport de vérification indépendant à l'attention de la Cour des Comptes du Vanuatu

Réserve

Le Contrôleur général des Comptes est le vérificateur de la Cour des Comptes. Il a nommé Law Partners pour entreprendre la vérification des comptes de la Cour conformément au paragraphe 24.1) de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes [CAP 241].

Opinion du vérificateur

Nous avons vérifié les états financiers de la Cour des Comptes du Vanuatu ci-joints pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, comprenant l'état des encaissements et des décaissements, l'état de comparaison entre budget et situation réelle et les notes afférentes qui figurent aux pages 6 à 16.

A notre avis, les états financiers présentent de manière juste à tous les égards importants les entrées et sorties de fonds et les mouvements de trésorerie de la Cour des Comptes du Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique – présentation de l'information financière suivant la méthode de la comptabilité de caisse, de même qu'avec les lois et règlementations pertinentes du Vanuatu.

Base de l'opinion

Nous avons mené notre vérification conformément aux normes internationales de contrôle des comptes. Nous pensons que les informations probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour former la base de notre opinion.

Nos responsabilités aux termes desdites normes sont définies plus en détail dans la partie de notre rapport intitulée *Responsabilités du vérificateur pour le contrôle du rapport financier*.

Nous sommes indépendants de la Cour des Comptes du Vanuatu conformément aux exigences éthiques de l'*APES 110 Code de déontologie pour les comptables professionnels* (le Code) du Bureau des Normes comptables professionnelles et éthiques qui s'appliquent à notre vérification des états financiers au Vanuatu. Nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques en conformité avec le Code.

Points clés de la vérification

Les points clés de la vérification sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus significatifs dans notre vérification des états financiers pour la période en question. Ces points ont été pris en considération dans le contexte de notre vérification des états financiers dans leur ensemble et dans la formulation de notre opinion à leur sujet et nous n'apportons aucune opinion distincte sur ces points.

Responsabilités des membres concernant les états financiers

Les membres du projet sont responsables de ce qui suit :
• la préparation et la présentation juste de ces états financiers et des informations qu'ils contiennent, conformément aux normes internationales de comptabilité publique : présentation de l'information financière selon la méthode de la comptabilité de caisse ;
• l'application des contrôles internes nécessaires pour permettre de préparer des états financiers qui donnent un aperçu fidèle et juste et libre d'erreur significative, que ce soit par fraude ou erreur ; et
• l'évaluation de l'aptitude du projet à continuer comme entreprise en exploitation et de la question de savoir si l'emploi de la méthode comptable de la continuité de l'exploitation est approprié. Cela inclut la divulgation, selon qu'applicable, de questions en rapport avec la continuité de l'exploitation et l'utilisation de la méthode comptable de la continuité de l'exploitation, sauf s'il est question de cesser l'exploitation ou qu'il n'existe pas d'autre solution que d'agir ainsi.

Rapport de vérification indépendant à l'attention de la Cour des Comptes du Vanuatu (suite)

Responsabilités des réviseurs quant au contrôle des états financiers

Notre objectif consiste à :

- obtenir une assurance acceptable de ce que les états financiers dans leur ensemble ne contiennent pas déclaration erronée significative, que ce soit par fraude ou par erreur ; et
- délivrer un rapport de vérification qui inclut notre opinion.

Une assurance acceptable est une assurance de haut niveau mais n'est pas une garantie de ce qu'une vérification menée en conformité avec les normes internationales de contrôle comptable permettra de détecter une déclaration erronée importante lorsque telle existe. Des déclarations erronées peuvent résulter de fraude ou d'erreur. Elles sont considérées comme significatives si, prises individuellement ou ensemble, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influent sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'une vérification aux normes internationales de contrôle des comptes, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. Une définition plus détaillée de nos responsabilités quant à la vérification des états financiers se trouve sur le site internet https://www.ifac.org/system/files/publications/files/ISA-700-Revised_3.pdf. Cette définition fait partie de notre rapport de vérification.

LAW PARTNERS
Experts Comptables
(Réviseurs agréés selon l'article 130 of
de la loi de la République de Vanuatu
No. 25 de 2012 sur les sociétés)

Alipate La'au
Associé
Port-Vila
24 août 2022

ETAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DECAISSEMENTS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

		2021			2020		
	Notes	Fonds de fonc on.	Fonds donateurs	Total rentrées et sor es	Fonds de fonc on.	Fonds donateurs	Total rentrées et sor es
ENCAISSEMENTS							
A ecta on du gouvernement	**2**	84,418,658	-	84,418,658	67,741,609	-	67,741,609
Contribu ons par subv. Austr.	**3**	-	-	-	-	-	-
Autres rentrées	**4**	88,575	-	88,575	95,625	-	95,625
TOTAL ENCAISSEMENTS		**84,507,233**	**-**	**84,507,233**	**67,837,234**	**-**	**67,837,234**
DECAISSEMENTS							
Dépenses de personnel	**5**	52,056,831	-	52,056,831	42,751,975	(1,257,500)	41,494,475
Dépenses d'exploitation	**6**	25,574,963	853,277	26,428,240	22,880,751	2,624,492	25,505,243
Dépenses en capital	**7**	6,786,864	157,548	6,944,412	2,108,883	3,984,024	6,092,907
TOTAL DECAISSEMENTS		**84,418,658**	**1,010,825**	**85,429,483**	**67,741,609**	**5,351,016**	**73,092,625**
ENCAISSEMENTS MOINS DECAISSEMENTS		88,575	(1,010,825)	(922,250)	95,625	(5,351,016)	(5,255,391)
ENCAISSE RESTITUEE AU FONDS CONSOLIDÉ		(88,575)	-	(88,575)	(95,625)	-	(95,625)
PLUS SOLDE D'OUVERTURE AU 1ER JANVIER		-	12,620,237	12,620,237	-	17,971,253	17,971,253
SOLDE DE CLOTURE AU 31 DECEMBRE	**8**	-	**11,609,412**	**11,609,412**	-	**12,620,237**	**12,620,237**

Le présent état doit être lu conjointement aux notes et conventions comptables ci-jointes.

_____
Le Contrôleur Général des Comptes
Cour des Comptes de Vanuatu
Port-Vila
24 août 2022

ETAT COMPARATIF ENTRE BUDGET ET SITUATION REELLE
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

		2021				2020			
	Notes	REEL	BUDGET INITIAL	BUDGET FINAL	ECART	REEL	BUDGET INITIAL	BUDGET FINAL	ECART
ENCAISSEMENTS									
A ecta on du gouvernement	2	84,418,658	90,683,636	90,683,636	(6,264,978)	67,741,609	95,417,016	95,417,016	(27,675,407)
Contribu ons par subven on Australie	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres rentrées	4	88,575	-	-	88,575	95,625	-	-	95,625
TOTAL ENCAISSEMENTS		**84,507,233**	**90,683,636**	**90,683,636**	**(6,176,403)**	**67,837,234**	**95,417,016**	**95,417,016**	**(27,579,782)**
DECAISSEMENTS									
Dépenses de personnel	5	52,056,831	66,210,726	61,442,526	(9,385,695)	41,494,475	62,927,296	62,927,296	(21,432,821)
Dépenses d'exploitation	6	26,428,240	24,072,910	28,841,110	(2,412,870)	25,505,243	30,467,243	30,467,243	(4,962,000)
Dépenses en capital	7	6,944,412	400,000	400,000	6,544,412	6,092,907	2,022,477	2,022,477	4,070,430
TOTAL DECAISSEMENTS		**85,429,483**	**90,683,636**	**90,683,636**	**(5,254,153)**	**73,092,625**	**95,417,016**	**95,417,016**	**(22,324,391)**
ENCAISSE RESTITUEE AU FONDS CONSOLIDE		(88,575)	-	-	(88,575)	(95,625)			(95,625)
SOLDE DE CLOTURE AU 31 DECEMBRE	8	**(922,250)**	**-**	**-**	**(922,250)**	**(5,255,391)**	**-**	**-**	**(5,255,391)**

Le présent état doit être lu conjointement aux notes et conventions comptables ci-jointes.

LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

1. Conventions comptables

a. Entité présentant l'information financière

La Cour des Comptes de Vanuatu Comptes (Bureau du Contrôleur général) en sa qualité d'entité constitutionnelle sont définis par la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes [Chap. 241]. Elle est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) du Vanuatu et a pour responsabilité de s'assurer que :

- Les conditions requises de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes sont respectées, y compris apporter son concours à la Commission des Comptes Publics dans son examen de l'adhésion à la loi.
- Des contrôles sont effectués et achevés sur des questions concernant la gestion des ressources publiques.
- Les méthodes de traitement ou d'engagement des deniers publics, qu'il s'agisse de recettes, de dettes ou de dépenses, sont comptabilisées dans les règles.
- Tous les fonds sont utilisés dans le respect de la loi, dans un souci d'économie, d'efficacité et d'efficience et aux fins prévues dans la loi de finances publiques.
- Les biens ou éléments d'actif du gouvernement sont bien entretenus et comptabilisés.

Les états financiers incluent tout à la fois les activités financées par le budget de fonctionnement et les activités financées par des donateurs. Il y a eu deux subventions avec le projet de gouvernance pour la croissance financé par DFAT (Service des Affaires étrangères et du Commerce australien) et elles sont inclues aux côtés des activités financées par le budget de fonctionnement du gouvernement.

b. Date d'autorisation

Les états financiers de la Cour des Comptes ont été établis pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 et leur publication a été autorisée le 24 août 2022. Aucun autre organisme n'a le pouvoir de modifier ces étas financiers une fois qu'ils ont été publiés.

LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

1. Conventions comptables (suite)

c. Base de préparation

Les états financiers de la Cour des Comptes ont été préparés en conformité avec les exigences de la loi sur les finances publiques et la gestion économique [Chap. 244] qui incluent l'exigence de se conformer aux pratiques comptables généralement reconnues.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique (IPSAS) "Présentation de l'information financière suivant la méthode de la comptabilité de caisse" pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.

d. Monnaie de présentation de l'information financière

Les états financiers sont présentés dans la monnaie de Vanuatu, le vatu (VT).

e. Monnaie étrangère

Les paiements effectués en monnaie étrangère et présentés dans ces états financiers ont été convertis par la Banque de Réserve de Vanuatu au taux applicable le jour de la transaction.

Les rentrées reçues de DFAT (Australie) libellées en monnaie étrangère (dollar australien) et présentées dans ces états financiers ont été converties par la Banque de Réserve de Vanuatu au taux applicable le jour de la transaction.

f. Espèces et quasi-espèces

Les quasi-espèces sont des investissements à court terme, extrêmement liquides, qui sont facilement monnayables en des montants en espèces connus et ne présentent qu'un risque insignifiant de changement de valeur.

La Cour des Comptes reçoit une subvention de DFAT qui est gérée par le biais du système d'information pour la gestion financière centralisé du gouvernement – le système SmartStream. Dans le cadre de ce dispositif, la Cour des Comptes ne contrôle pas la subvention sur son propre compte bancaire, c'est l'entité centrale qui effectue des paiements pour son compte après autorisation et documentation en bonne et due forme. Ces transactions sont présentées dans une colonne distincte intitulée "Fonds de donateurs" dans "l'état des encaissements et des décaissements".

LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

1. Conventions comptables (suite)

La Cour des Comptes reçoit aussi un financement du gouvernement et occasionnellement des rentrées d'argent d'autres parties et effectue des paiements qui sont également gérés à l'aide de SmartStream. Ces fonds sont présentés dans une colonne distincte intitulée "Fonds de fonctionnement" dans "l'état des encaissements et des décaissements".

g. Terrains, constructions et matériel

Les achats d'immobilisations ont été inclus dans l'état des encaissements et des décaissements sous la rubrique 'Dépenses en capital'. Une présentation distincte figure à la note 7 jointe aux présentes.

Il n'y a pas d'éléments d'actif achetés sur la base de systèmes de location-vente et aucun amortissement n'est imputé.

h. Budget

Le budget est préparé selon la méthode de caisse lorsqu'on escompte recevoir et payer de l'argent en espèces. La classification du budget est établie sur la base des sources courantes de recettes et les dépenses sont classées sur la base du type de dépenses habituellement encourues par la Cour des Comptes.

i. Changements au niveau des conventions comptables

Il n'y a pas eu de changement au niveau des conventions comptables durant l'exercice.

2. Subvention de l'Etat

La Cour des Comptes reçoit une affectation budgétaire annuelle de la part du gouvernement de Vanuatu. Les crédits sont gérés centralement à l'aide du système SmartStream du gouvernement. Les affectations qui ont été constatées dans ces états financiers correspondent au montant réel prélevé. Toute fraction de la subvention non dépensée à la fin de l'exercice est conservée par le gouvernement et n'est pas reportée à nouveau sur l'exercice suivant.

3. Aide par subvention de donateurs

Il n'y a pas eu de fonds reçus de DFAT (néant) en 2021 ni en 2020. Il y a eu deux projets avec le programme de gouvernance pour la croissance financé par DFAT durant l'exercice et les activités consistaient en : développement des capacités du personnel dans le domaine du contrôle de la performance, soutien à la CDC et élaboration et application d'un manuel de contrôle de la

3. Aide par subvention de donateurs (suite)

performance avec le concours d'un expert-conseil désigné par la Cour des Comptes de Queensland [Queensland Audit Office (QAO)] par le biais d'un dispositif de jumelage avec la QAO. Ces projets utilisent des fonds fournis à cet effet en 2019 ou avant.

4. Autres rentrées

Au cours de la période de présentation de l'information financière, la Cour des Comptes a perçu 88.575 VT provenant principalement de la vente de vieux éléments d'actif (2020 : 95.625 VT).

5. Prestations des employés

Durant l'exercice, la Cour des Comptes a versé un montant de 52.056.831 VT pour 17 employés. Une ventilation des dépenses de personnel est donnée dans le tableau ci-dessous :

		2021	2020
8AAA	Indemnités d'intérim	455,985	122,681
8AAB	Indemnités de responsabilité	345,000	656,360
8AAF	Alloca ons familiales	269,284	257,035
8AAG	Indemnités au tre de primes	1,515,348	499,133
8AAH	Alloca on de logement	3,841,842	4,188,841
8AAO	Autres indemnités	20,000	75,500
8AAP	Indemnités de retour à l'île d'origine	96,315	177,043
8ASP	Caisse de prévoyance	1,727,245	1,552,020
8AWL	Congés payés	-	112,251
8AWO	Heures supplémentaires	228,840	4,038
8AWP	Paye pour employés permanents	42,196,972	38,044,938
8CAB	Indemnités de subsistance	1,360,000	(4,205,365)
8CAS	Jetons de présence	-	10,000
	Total Dépenses de Personnel	**52,056,831**	**41,494,475**

Le Contrôleur général et les employés de la Cour des Comptes sont nommés par la Commission de la Fonction publique.Tous, y compris le Contrôleur général, ont droit à 21 jours de congés de maladie (pas cumulables) et à une indemnité d'ancienneté de 2 mois de salaire par année travaillée payable après 6 ans de service sans interruption pour le gouvernement. Le Contrôleur général reçoit une prime basée sur la loi sur la rémunération des dignitaires de l'Etat et, comme en dispose la loi sur le travail, cette prime peut être déduite de l'indemnité d'ancienneté payable au Contrôleur général en fin de contrat.

La durée des congés auxquels chaque employé a droit varie en fonction de l'ancienneté et à présent, elle est fixée comme suit :

5. Prestations des employés (suite)

Ancienneté	Droit à des congés	Nombre d'employés
Moins de 20 ans	21 jours de congés par an	14
De 20 à 25 ans	24 jours de congés par an	1
De 25 à 30 ans	48 jours de congés par an	1
Plus de 30 ans	72 jours de congés par an	1

Les indemnités actuelles des employés sont calculées sur la base de la paye telle qu'en vigueur et doivent être versées au moment où un employé cesse de travailler pour le gouvernement. La provision pour ancienneté s'entend à l'exclusion des employés qui ont moins de 6 ans d'ancienneté au gouvernement.

La dotation aux provisions est prévue comme suit :

	2021	2020
Provision pour congés annuels	15,731	3,415,776
Provision pour ancienneté	58,463,506	54,516,885
Total provisions pour employés	**58,479,237**	**57,932,661**

Tous les employés ont pris leurs congés annuels avant la fin de l'exercice au 31 décembre 2021. De ce fait, seul un jour et demi n'a pas été pris et s'accumule.

6. Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation se composent des coûts mensuels essentiels encourus par le bureau. Durant l'exercice, de grosses dépenses ont été encourues pour des honoraires d'expert-conseil, frais de location des bureaux, papeterie, communication et cotisation à des organisations internationales. Les dépenses pour déplacements intérieurs restent élevées parce que les réviseurs doivent aller dans les îles pour mener des contrôles. Un montant de 26.428.240 VT a été dépensé au titre des dépenses d'exploitation en 2021 (2020 : 25.505.243 VT).

En 2020, il y a eu une transaction en monnaie étrangère destinée à l'Institute of Public Accountants of Australia qui n'a été relevée que le 12 octobre 2021. Ce montant (103.148 VT) n'a pas été inclu dans les états financiers audités de 2020 et il s'affiche dans les états financiers de 2021.

Une ventilation des dépenses d'exploitation en 2021 et 2020 apparaît à la page suivante.

6. Dépenses d'exploitation (suite)

		2021	2020
8CBL	Hébergement localement	530,587	823,434
8CCI	Formation à l'étranger	292,504	2,541,386
8CCL	Forma on localement	302,935	(9,480)
8CEC	Honoraires d'expert-conseil	6,214,734	4,895,013
8CET	Autres honoraires	716,190	13,672
8CFV	Carburant pour véhicules	283,257	307,825
8CGO	Autres frais - Fret	-	(21,773)
8CHL	Frais médicaux localement	33,800	7,500
8CIF	Location d'installations	250,066	913,130
8CJO	Ne oyage des bureaux	475,782	404,572
8CKD	Publicité - Communica ons	12,000	61,478
8CKP	Poste - Communica ons	4,007	10,682
8CKS	Papeterie - Communica ons	1,401,157	938,056
8CKT	Telephone / Fax - Communica ons	446,260	160,463
8CMG	Général – Matériaux	10,868	-
8CNO	Loyer bureau	2,668,392	2,635,500
8COA	Honoraires d'Audit	585,000	-
8COI	Frais accessoires	1,501,997	(514,545)
8COO	Co sa ons Organisa ons interna	2,977,826	1,508,716
8COP	Frais de représenta on	852,718	1,117,587
8COT	Paiement de résilia on	-	2,959
8COU	Uniformes	157,335	474,162
8CRB	Entre en et répara on de bâ ments	467,000	4,243,328
8CRE	Entre en et répara on de matériel	157,999	257,967
8CRV	Entre en et répara on de véhicules	617,065	511,850
8CRW	Révision de véhicules	71,638	46,983
8CSM	Médicaments	339	1,652
8CSO	Fournitures diverses	64,788	113,538
8CSR	Vivres	2,156	9,011
8CTI	Déplacements à l'étranger	-	(2,116,511)
8CTL	Déplacements localement	1,742,429	2,933,113
8CUE	Electricité	999,455	913,792
8CZV	Taxe sur la valeur ajoutée	2,663,476	3,028,852
8FCB	Frais bancaires	9,801	(60,336)
8ZZV	Remboursement de TVA	(85,321)	(648,333)
	Total dépenses d'exploitation	**26,428,240**	**25,505,243**

7. Dépenses en capital

Un montant de 6.944.412 VT (2020 : 6.092.907 VT) a été dépensé en capital. La Cour des Comptes a affecté des fonds pour l'achat de matériel supplémentaire neuf, principalement des ordinateurs, des imprimantes, des meubles de rangement et des étagères à livres. Elle envisage d'étendre ses activités à Santo en 2022 et une partie de ce matériel est destiné au bureau de Santo. Elle a également acheté une nouvelle voiture à la fin de 2021. La petite camionnette grise neuve a remplacé la vieille voiture Toyota qui a été rendue à la direction du parc automobile à la Commission de la Fonction publique.

		2021	2020
8EEA	Matériel – Addi onnel général	432,316	564,785
8EEC	Matériel – Ordinateurs	2,513,739	4,554,290
8EEP	Matériel – Photocopieuses	639,131	-
8EER	Matériel – Remplacement général	119,795	83,635
8EFO	Mobilier – Meubles de bureau	631,431	890,197
8EVR	Véhicule - Remplacement	2,608,000	-
	Total dépenses en capital	**6,944,412**	**6,092,907**

Les éléments d'actif sont constatés au coût d'origine, comme suit :

Catégorie d'actif	2021	2020
Matériel informa que	2,629,440	3,360,814
Mobilier et aménagements de bureau	1,220,191	1,283,580
Véhicules à moteur	3,672,875	4,149,875
Total valeur comptable ne e des ac fs	**7,522,506**	**8,794,269**

8. Solde de clôture de l'encaisse

Tous les fonds reçus au titre des fonds de fonctionnement sont détenus dans le fonds consolidé par le gouvernement de Vanuatu et il n'y a pas de solde d'encaisse reporté à nouveau par la Cour des Comptes. Les fonds détenus dans le fonds de développement sont reportés à nouveau pour être utilisés durant l'exercice suivant. Une ventilation de ces fonds apparaît ci-dessous :

Encaisse détenue sur le compte de développement		2021	2020
12K803	Renforcement des capacités de la CDC de Vanuatu	2,226,379	2,226,379
19A505	Sou en consulta f technique à la CDC	9,383,033	10,290,710
Total encaisse détenue dans le fonds de développement		**11,609,412**	**12,517,089**

Il n'y avait pas de réserves de caisse détenues en monnaie étrangère au 31 décembre 2021 (2020 : néant), donc il n'y a pas de différences de change à la date de clôture de l'exercice.

LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

9. Budget

Il y a eu un changement par rapport au budget initial qui a été publié au début de l'année pour faire un virement de 4.468.200 VT du poste des dépenses de personnel au poste des dépenses d'exploitation. Il n'y a pas eu de changement au budget durant l'exercice 2020.

9a Ecart de recettes entre état prévisionnel (budget) et situation réelle

Il y a un écart de 6.264.978 VT entre l'affectation budgétaire prévisionnelle et ce qui a été reçu (2020 : 27.675.407 VT). Cela représente des montants non dépensés des crédits budgétaires de l'exercice car les affectations du gouvernement au fonds de fonctionnement ne sont débloquées qu'au fur et à mesure des dépenses.

Il y a aussi eu des honoraires divers perçus pour un montant de 88.575 VT qui n'avaient pas été prévus au budget (2020 : 95.625 VT).

9b. Ecart de dépenses entre état prévisionnel (budget) et situation réelle

Les dépenses ont été inférieures de 5.254.153 VT aux dépenses prévisionnelles, correspondant à des fonds non dépensés des crédits budgétaires de l'exercice. Les dépenses prévisionnelles de personnel et d'exploitation pour l'exercice étaient élevées, mais le coût réellement encouru a été inférieur. En raison du COVID-19 et des mesures rigoureuses prises par le gouvernement pour réduire les dépenses, la CDC s'est donnée pour priorité de ne couvrir que les frais essentiel et urgents (2020 : 22.324.391 VT).

10. Fonds de caisse à montant fixe

Au 31 décembre 2021, il y avait un montant de 38 750 VT non compensé sur le fonds de caisse à montant fixe permanent (2020 : néant). Il a été remboursé en janvier 2022.

11. Créancier et charges à payer

Au 31 décembre 2021, il n'y avait pas d'avances faites par la Cour des Comptes à des tiers ou des employés (2020 : néant).

Il y avait des charges constatées par régularisation pour un montant de 62.574 VT en 2021 (2020 : VT.11 329 831), comprenant 5.015.637 VT qui avaient été reportés à nouveau de 2020 et 5.078.211 VT de charges à payer à la fin de 2021.

12. Etat des engagements

Au 31 décembre 2021, des baux d'exploitation et des frais contractuels ont été souscrits par la Cour des Comptes qui s'étendent au delà de la date de clôture de l'exercice. Ils sont indiqués ci-après :

LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

Exprimé en Vatu (VT)

12. Etat des engagements (suite)

	2021	2020
Honoraires de consultant payables dans 1 année	2 588 707	5 170 610
Abonnement à TeamMate payable dans 1 année	3 920 751	1 706 381
Bail d'exploitation – contrat de loca on pour 5 ans	15 514 500	11 907 000
Total	**22 023 958**	**18 783 991**

13. Débiteurs et charges à recevoir

Au 31 décembre 2021 la Cour des Comptes avait des charges à recevoir pour un montant total de 305.562 VT (2020 : 294.821 VT) correspondant à des sommes impayées devant être remboursées. Parmi ces débiteurs, certains remontent à plus de 4 ans, représentant 148 002 VT, et il faudra envisager de les passer par pertes et profits.

Dans le cadre du programme GFG la CDC paye pour des cours de perfectionnement professionnel du personnel. Si un employé ne s'applique pas de façon satisfaisante durant la formation, il doit rembourser l'intégralité des sommes payées pour le cours en question. En 2021, il y a au total 331.583 VT de frais de perfectionnement professionnel qui doivent être remboursés par des employés. Ils continuent de les rembourser par versements échelonnés.

14. Etat des affectations

L'état des affectation pour le fonds de fonctionnement s'énonce comme suit:

Etat des affections pour l'exercice 2021

Code	Désigna on	A ecta on ini ale	A ecta on complé-mentaire	Virements	Budget nal	Total des dépenses	Sous-u lisa on/ (Dépasse-ment)
CEA	**Contrôle des comptes publics**						
CEAA	Plani ca on, poli que et normes	13 721 111	-	2 336 281	16 057 392	13 830 009	2 227 383
CEAB	Opéra ons de contrôle	62 500 068	-	(2 336 281)	60 163 787	57 137 433	3 026 354
CEAC	Services généraux	14 462 457	-	-	14 462 457	13 451 216	1 011 241
CEA	**Contrôle des comptes publics**	**90 683 636**	**-**	**-**	**90 683 636**	**84 418 658**	**6 264 978**

Etat des affections pour l'exercice 2020

Code	Désigna on	A ecta on ini ale	A ecta on complé-mentaire	Vire-ments	Budget nal	Total des dépenses	Sous-u lisa on/ (Dépasse-ment)
CEA	**Contrôle des comptes publics**						
CEAA	Plani ca on, poli que et normes	14 209 737	-	-	14 209 737	9 837 775	4 371 962
CEAB	Opéra ons de contrôle	69 459 388	-	-	69 459 388	47 762 756	21 696 632
CEAC	Services généraux	11 747 891	-	-	11 747 891	10 141 078	1 606 813
CEA	**Contrôle des comptes publics**	**95 417 016**	**-**	**-**	**95 417 016**	**67 741 609**	**27 675 407**

Annexe 6.2

ETATS FINANCIERS POUR LE

Soutien au Bureau du Contrôleur Général des Comptes

Dispositif DFAT 75158

et

Assistance pour relever la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu

Dispositif DFAT 62943

Pour l'exercice clôturé au 30 juin 2021

Etablis selon les normes internationales de comptabilité publique (IPSAS) :
Présentation de l'information financière suivant la méthode
de la comptabilité de caisse

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE DU PROJET 3

DECLARATION DE RESPONSABILITE POUR LA GESTION DU PROJET 4

ETATS FINANCIERS 7

ETAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DECAISSEMENTS 7

ETAT COMPARATIF ENTRE BUDGET ET SITUATION REELLE 8

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021 9

1. Conventions comptables 9

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021 10

1. Conventions comptables (suite) 10

2. Contrepartie de financement du gouvernement 10

Le projet ne reçoit pas de fonds du gouvernement de Vanuatu car ce projet est entièrement financé par DFAT. 10

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021 11

3. Aide par subvention de donateurs 11

4. Prestations des employés 11

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021 12

5. Dépenses d'exploitation 12

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021 13

6. Dépenses de capital 13

7. Solde de clôture de l'encaisse 13

8. Budget 13

8a. Ecart de recettes entre état prévisionnel (budget) et situation réelle 13

8b. Ecart de dépenses entre état prévisionnel (budget) et situation réelle 13

9. Parties apparentées 13

10. Fonds de caisse à montant fixe 13

11. Créanciers et charges à payer 14

CONTEXTE DU PROJET

L'Australie apporte un soutien à long terme au gouvernement de Vanuatu (GdV) pour développer la capacité et l'aptitude de la Cour des Comptes du Vanuatu.

Le but du Programme de manière générale est d'aider la Cour des Comptes à réaliser ses objectifs stratégiques clés tels qu'énoncés dans son plan d'entreprise. L'aide financière est destinée à la mise en œuvre de programmes d'activités spécifiques sout la direction du Contrôleur Général des Comptes nommé récemment. Ce Programme est étayé par la feuille de route de la gestion des finances publiques du gouvernement de Vanuatu et le soutien fourni par le programme GFG cadre avec la réalisation des buts de la feuille de route.

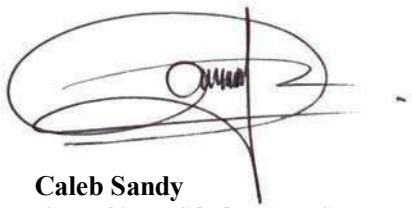
La Cour des Comptes a pour objet de promouvoir davantage de transparence, la bonne gouvernance, la responsabilité avec une bonne répartition du budget alignée sur les objectifs de développement national énoncés dans le plan national de développement durable (PNDD0. Les objectifs stratégiques clés du Programme sont les suivants :

a) Améliorer la responsabilité dans l'ensemble du secteur public par des contrôles des finances publiques ;
b) Mener des actions en rapport avec les contrôles susceptibles de conduire à des débats sur les dépenses publiques ; et
c) Renforcer la transparence et la gouvernance d'entreprises d'Etat grâce à des contrôles des finances.

Il y a deux subventions constatées dans ce rapport financier : le DFA 75158 Phase II qui est appuyé par le DFA 62943 qui était la Phase I de la subvention.

Les derniers états financiers concernant la subvention portaient sur les deux ans arrêtés au 30 juin 2020 et ils sont utilisés à titre de comparaison. La période couverte par ces états financiers porte sur l'année clôturée au 30 juin 2021.

Dépenses du Programme
La Cour des Comptes n'a reçu aucun financement durant l'année clôturée au 30 juin 2021 (2018/20 : VT 24.234.000) et a dépensé VT 1.988.575 dans le cadre des deux subventions (2018/20 : VT 17.124.056). Les dépenses ont été entièrement financées par le solde de clôture de l'année antérieure.



Caleb Sandy
Contrôleur Général des Comptes
Cour des Comptes

DECLARATION DE RESPONSABILITE POUR LA GESTION DU PROJET

Il incombe à la Cour des Comptes du Vanuatu de préparer, pour chaque période, des états financiers qui représentent de manière juste à tous les égards importants la situation financière du projet telles qu'arrêtée à la fin de chaque période et ses résultats d'exploitation.

La Cour des Comptes du Vanuatu est en fin de compte responsable du projet et tenue de s'assurer que des livres et registres comptables sont tenus dans les règles pour le projet et présentent à tout moment, avec une exactitude acceptable, sa situation financière. Les états financiers du projet ont été préparés suivant la méthode de la comptabilité de caisse en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Ils se composent :

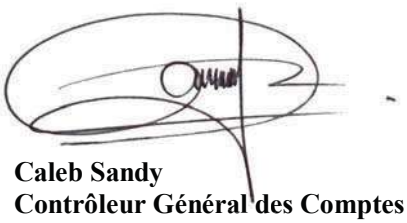
a) de l'état des encaissements et des décaissements ;
b) de l'état comparatif entre budget et situation réelle ; et
c) des conventions comptables significatives et des notes afférentes aux états financiers.

Ces états représentent les activités financières de la prestation d'un soutien technique et consultatif à la Cour des Comptes pour la période d'un an clôturée au 30 juin 2021.

Nous attestons par la présente que les états financiers du Projet constituent une représentation complète et fidèle des activités financières des subventions pour la période en question.

Approbation des états financiers

Les états financiers du projet ont été approuvés pour publication le …….. et signés en son nom par :



Caleb Sandy
Contrôleur Général des Comptes
Cour des Comptes

Rapport de vérification indépendant aux membres du Soutien à la Cour des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943

Le Contrôleur général des Comptes est le vérificateur de la Cour des Comptes – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943. Il a nommé Law Partners pour entreprendre la vérification des comptes du Soutien à la Cour des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943, conformément au paragraphe 24.1) de la loi sur l'examen des dépenses et le contrôle des comptes [CAP 241].

Opinion du vérificateur

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de la Cour des Comptes du Vanuatu ci-joints – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943 pour l'exercice arrêté au 30 juin 2021, comprenant l'état des encaissements ete des décaissements, l'état de comparaison entre budget et situation réelle et les notes afférentes qui figurent aux pages 7 à 13.

A notre avis, les états financiers pour l'exercice arrêté au 30 juin 2021 présentent de manière juste à tous les égards importants les entrées et sorties de fonds et les mouvements de trésorerie de la Cour des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943 pour l'exercice arrêté au 30 juin 2021, en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique – présentation de l'information financière suivant la méthode de la comptabilité de caisse – et l'administration du projet est en conformité avec les lois et la règlementation pertinentes du Vanuatu.

Base de l'opinion

Nous avons mené notre vérification conformément aux normes internationales de contrôle des comptes. Nous pensons que les informations probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour former la base de notre opinion.

Nos responsabilités aux termes desdites normes sont définies plus en détail dans la partie de notre rapport intitulée Responsabilités du vérificateur pour le contrôle du rapport financier.

Nous sommes indépendants du Projet conformément aux exigences éthiques de l'APES 110 Code de déontologie pour les comptables professionnels (le Code) du Bureau des Normes comptables professionnelles et éthiques qui s'appliquent à notre vérification des états financiers au Vanuatu. Nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques en conformité avec le Code.

Points essentiels de la vérification

Les points essentiels de la vérification sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus significatifs dans notre vérification des états financiers pour la période en question. Ces points ont été pris en considération dans le contexte de notre vérification des états financiers dans leur ensemble et dans la formulation de notre opinion à leur sujet et nous n'apportons aucune opinion distincte sur ces points.

Rapport de vérification indépendant aux membres de la Cour des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 75158 – et Assistance pour rehausser la capacité du Bureau du Contrôleur Général des Comptes de Vanuatu – dispositif DFAT Nº 62943 (suite)

Responsabilités des membres concernant les états financiers

Les membres du projet sont responsables de ce qui suit :

- de la préparation et la présentation juste de ces états financiers et des informations qu'ils contiennent, conformément aux normes internationales de comptabilité publique : présentation de l'information financière selon la méthode de la comptabilité de caisse ;
- de l'application des contrôles internes nécessaires pour permettre de préparer des états financiers qui donnent un aperçu fidèle et juste et libre d'erreur significative, que ce soit par fraude ou erreur ; et
- de l'évaluation de l'aptitude du projet à continuer comme affaire prospère. Cela inclut la divulgation, selon qu'applicable, de questions en rapport avec la continuité de l'exploitation et l'utilisation de la méthode comptable de la continuité de l'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser les activités ou qu'il n'existe pas d'autre solution que d'agir ainsi.

Responsabilités des réviseurs quant au contrôle des états financiers

Notre objectif consiste à :

- obtenir une assurance acceptable de ce que les états financiers dans leur ensemble ne contiennent pas de déclaration erronée significative, que ce soit par fraude ou par erreur ; et
- délivrer un rapport de vérification qui inclut notre opinion.

Une assurance acceptable est une assurance de haut niveau mais n'est pas une garantie de ce qu'une vérification menée en conformité avec les normes internationales de contrôle comptable permettra nécessairement de détecter une déclaration erronée importante lorsque telle existe. Des déclarations erronées peuvent résulter de fraude ou d'erreur. Elles sont considérées comme significatives si, prises individuellement ou ensemble, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influent sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'une vérification aux normes internationales de contrôle des comptes, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. Une définition plus détaillée de nos responsabilités quant à la vérification des états financiers se trouve sur le site internet https://www.ifac.org/system/files/publications/files/ISA-700-Revised_3.pdf. Cette définition fait partie de notre rapport de vérification.

LAW PARTNERS
Experts Comptables
(Réviseurs agréés selon l'article 130 of de la loi de la République de Vanuatu No. 25 de 2012 sur les sociétés)

Alipate La'au
Associé
Port-Vila
août 2022

ETATS FINANCIERS

SOUTIEN A LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

ETAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DECAISSEMENTS
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021

		2020/21 Encaissements et décaissements VT			2018/20 Encaissements et décaissements VT		
		Phase I	Phase II	Total	Phase I	Phase II	Total
	Notes	Contrôlés centralement			Contrôlés centralement		
ENCAISSEMENTS							
Subvention de l'Etat		-	-	-	-	-	-
Aide par subvention de donateurs	3	-	-	-	-	24,234,000	24,234,000
Autres		-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ENCAISSEMENTS		**-**	**-**	**-**	**-**	**24,234,000**	**24,234,000**
DECAISSEMENTS							
Dépenses de personnel	4	-	(1,100,000)	(1,100,000)	-	847,500	847,500
Dépenses d'exploitation	5	-	2,028,068	2,028,068	4,803,526	8,401,965	13,205,491
Dépenses de capital	6	-	1,070,507	1,070,507	-	3,071,065	3,071,065
TOTAL DES DECAISSEMENTS		**-**	**1,998,575**	**1,998,575**	**4,803,526**	**12,320,530**	**17,124,056**
ENCAISSEMENTS MOINS DECAISSEMENTS		-	(1,998,575)	(1,998,575)	(4,803,526)	11,913,470	7,109,944
PLUS SOLDE D'OUVERTURE AU 1ER JUILLET		2,226,379	11,913,470	14,139,849	7,029,905	-	7,029,905
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN	7	**2,226,379**	**9,914,895**	**12,141,274**	**2,226,379**	**11,913,470**	**14,139,849**

Le présent état doit être lu conjointement aux notes et conventions comptables ci-jointes.

Caleb Sandy, Contrôleur Général des Comptes
Port Vila, …… aoûtt 2022

SOUTIEN A LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

ETAT COMPARATIF ENTRE BUDGET ET SITUATION REELLE POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021

		2020/21 Encaissements et décaissements VT				2018/20 Encaissements et décaissements VT			
	Notes	REEL	BUDGET INITIAL	BUDGET FINAL	ECART	REEL	BUDGET INITIAL	BUDGET FINAL	ECART
ENCAISSEMENTS									
Subvention de l'Etat		-	-	-	-	-	-	-	-
Aiide par subvention de donateurs	3	-	-	-	-	24,234,000	24,234,000	24,234,000	-
Autres		-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ENCAISSEMENTS		**-**	**-**	**-**	**-**	**24,234,000**	**24,234,000**	**24,234,000**	**-**
DECAISSEMENTS									
Dépenses de personnel	4	(1,100,000)	-	-	(1,100,000)	847,500	-	-	847,500
Dépenses d'exploitation	5	2,028,068	-	-	2,028,068	13,205,491	20,073,830	20,073,830	(6,868,339)
Dépenses de capital	6	1,070,507	-	-	1,070,507	3,071,065	4,160,170	4,160,170	(1,089,105)
TOTAL DECAISSEMENTS		**1,998,575**	**-**	**-**	**1,998,575**	**17,124,056**	**24,234,000**	**24,234,000**	**(7,109,944)**
MOUVEMENTS DE LA TRESORERIE NETTE		**(1,998,575)**	**-**	**-**	**(1,998,575)**	**7,109,944**	**-**	**-**	**7,109,944**

Le présent état doit être lu conjointement aux notes et conventions comptables ci-jointes.

SOUTIEN A LA COUR DES COMPTES DE VANUATU

DECLARATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET NOTES AFFERENTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE ARRETE AU 30 JUIN 2021

1. Conventions comptables

a. Entité présentant l'information financière

La Prestation de soutien à la Cour des Comptes de Vanuatu Comptes (DFA 75158) est gérée par le Bureau du Contrôleur général. Il s'agit de la Phase II du soutien fourni par le programme de DFAT "Governance for Growth" et succède au soutien à la Cour des Comptes fourni dans le cadre de DFA 62943. Ces états financiers se rapportent uniquement à ces subventions.

b. Date d'autorisation

Les états financiers de la Subvention 75158 et la Subvention 62943 se rapportent à l'exercice arrêté au 30 juin 2021 et la publication en a été autorisée le …… août 2022. Aucun autre organisme n'a le pouvoir de modifier ces étas financiers une fois qu'ils ont été publiés.

c. Base de préparation

Les états financiers de la Subvention ont été préparés en conformité avec les exigences de la loi sur les finances publiques et la gestion économique [CAP. 244] qui incluent l'exigence de se conformer aux méthodes comptables généralement reconnues.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique (IPSAS) "Présentation de l'information financière suivant la méthode de la comptabilité de caisse" pour l'exercice arrêté au 30 juin 2021.

d. Monnaie de présentation de l'information financière

Les états financiers sont présentés dans la monnaie de Vanuatu, le vatu ou VT (VUV).

e. Monnaie étrangère

Les rentrées d'argent reçues de DFAT en monnaie étrangère (dollar australien ou AUD) et présentées dans ces états financiers ont été converties par la Banque de Réserve de Vanuatu au taux applicable le jour de la transaction.

1. Conventions comptables (suite)

f. Espèces et quasi-espèces

Les quasi-espèces sont des investissements à court terme, extrêmement liquides, qui sont facilement monnayables en des montants en espèces connus et ne présentent qu'un risque insignifiant de changement de valeur.

La Cour des Comptes reçoit la subvention de DFAT qui est gérée par le biais du système centralisé SmartStream. Dans le cadre de ce dispositif, la Cour des Comptes ne contrôle pas la subvention sur son propre compte bancaire, c'est l'entité centrale qui effectue des paiements pour son compte après autorisation et documentation en bonne et due forme. Ces transactions sont présentées dans une colonne distincte dans "l'état des encaissements et des décaissements".

g. Terrains, constructions et matériel

Les achats d'immobilisations ont été inclus dans l'état des encaissements et des décaissements sous la rubrique 'Dépenses en capital'. Une présentation distincte figure à la note 6 jointe aux présentes.

Il n'y a pas d'éléments d'actif achetés sur la base de systèmes de location-vente et aucun amortissement n'est imputé.

h. Changements au niveau des conventions comptables

Il n'y a pas eu de changement au niveau des conventions comptables durant l'exercice.

2. Contrepartie de financement du gouvernement

Le projet ne reçoit pas de fonds du gouvernement de Vanuatu car ce projet est entièrement financé par DFAT.

3. Aide par subvention de donateurs

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des fonds reçus de DFAT au cours de la période. Les prélèvements durant cette période consistent en :

Reçu en 2020/21

Date	Désignation	Montant AUD	Taux de change	Montant Vatu
	Aucun financement reçu			
Total aide par subvention de donateurs		-		-

Reçu en 2018/20

Date	Désignation	Montant AUD	Taux de change	Montant Vatu
11/04/2019	Tranche de financement 2018/19	300 000	80,78	24 234 000
Total aide par subvention de donateurs		**300 000**		**24 234 000**

4. Prestations des employés

Les prestations des employés au cours de la période sont les suivantes :

		2020/21	2018/20
8CAB	Indemnités de subsistance	(1 100 000)	847 500
	Total prestations des employés	**(1 100 000)**	**847 500**

Il y a deux bons de commande (LPO) engagés pour des indemnités de subsistance en 2019 qui se rapportent à la période des exercices antérieurs, à savoir 2018-2020. Les deux transactions ont été corrigées sur SmartStream, c'est pourquoi elles apparaissent dans les comptes de 2020-2021. Sous le poste des prestations des employés dans l'exercice 2020-2021, ces deux bons de commande sont constatés comme valeurs négatives (en guise de correction).

5. Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation s'énoncent comme suit pour la période :

		2020/21	2018/20
8CBI	Hébergement à l'étranger	49,000	435,537
8CBL	Hébergement localement	-	773,826
8CCI	Stages de formation à l'étranger	1,489,475	1,617,983
8CCL	Stages de formation localement	(107,710)	131,710
8CEC	Honoraires d'expert-conseil	-	7,929,572
8CET	Autres honoraires	570,000	-
8CIE	Locations de matériel	-	-
8CIF	Location d'équipements	-	76,700
8CJO	Nettoyage des bureaux	46,271	-
8CKS	Papeterie - Communications	-	-
8COI	Frais accessoires	(13,975)	130,920
8COO	Cotisations organisations internationales	200,288	-
8COP	Frais de représentation	(5)	360,699
8CRE	Entretien et réparation de matériel	57,565	50,557
8CSO	Fournitures diverses		-
8CTI	Déplacements à l'étranger	(301,726)	1,531,001
8CTL	Déplacements localement	38,885	217,222
8CWL	Ateliers locaux		-
8CZV	Taxe sur la valeur ajoutée	179,150	874,349
8FCB	Frais bancaires		(50,236)
8ZZV	Remboursement de TVA	(179,150)	(874,349)
	Total dépenses d'exploitation	**2,028,068**	**13,205,491**

Les fonds de la subvention ont été affectés en majeure partie au développement de la capacité. Ils ont servi à payer les frais de scolarité de stages de formation à l'étranger pour les employés inscrits pour être diplômés. Le poste des autres honoraires correspond à des paiements d'honoraires de vérification effectués à des cabinets d'experts-comptables qui entreprennent des travaux pour le compte de la Cour des Comptes. Un autre poste de dépenses important concerne des paiements à des organisations internationales au titre du renouvellement de l'adhésion d'employés à des associations professionnelles. Il y a eu un redressement de 54.070 VT correspondant à un bon de commande (LPO 050-00741) pour stages de formation à l'étranger qui a été imputé au 1er février 2020 le 4 février 2021. Cette transaction ne figurait pas dans les états financiers audités de 2018/20 parce qu'elle a été inscrite en retard et a donc été reprise dans les états financiers de 2010/21.

6. Dépenses de capital

		2020/21	2018/20
8EEA	Matériel - Additionnel général	358,758	52,156
8EEC	Matériel - Ordinateur	705,232	2,789,931
8EER	Matériel - Remplacement général	6,517	-
8EFO	Mobilier - Meubles de bureau	-	228,978
	Total dépenses de capital	**1,070,507**	**3,071,065**

A cause du COVID-19 la Cour des Comptes a acheté un ensemble complet de matériel de téléconférence pour pouvoir organiser des réunions et des formations en ligne. Des ordinateurs et des laptops supplémentaires ont été achetés pour prendre en compte le nombre accrue d'imployés et remplacer les vieux par des nouveaux.

7. Solde de clôture de l'encaisse

Encaisse détenue sur compte de développement	**2020/21**	**2018/20**
Phase II subvention du GFG à la CDC	9,914,895	11,913,470
Phase I subvention du GFG à la CDC	2,226,379	2,226,379
Total	**12,141,274**	**14,139,849**

8. Budget

Le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse quand les opérations donnent lieu à des rentrées ou à des sorties de fonds. La classification des rentrées de fonds est basée sur les sources courantes de recettes et celle des dépenses est basée sur la nature des dépenses habituellement encourues par le projet.

8a. Ecart de recettes entre état prévisionnel (budget) et situation réelle

Il n'y a pas d'écart entre recettes prévisionnelles et recettes réelles.

8b. Ecart de dépenses entre état prévisionnel (budget) et situation réelle

Il y a un écart entre dépenses prévisionnelles et dépenses réelles car les fonds sont inscrits au budget lorsqu'ils sont reçus. Le Projet a reçu tous les fonds prévus de la part du GFG et est en train de dépenser le solde qui reste.

9. Parties apparentées

Il n'y a pas de parties apparentées durant l'année.

10. Fonds de caisse à montant fixe

A la date du 30 juin 2021, il n'y a pas de fonds de caisse à montant fixe en suspens.

11. Créanciers et charges à payer

Il y avait des bons de commande impayés de VT 232.612 à la date du 30 juin 2021 et des engagements de VT 177.606 en souffrance à la date du 30 juin 2020.

Notes en fin de texte

[i] Vanuatu 2030 The People's Plan h ps://www.gov.vu/index.php/resources/vanuatu-2030 p. 4
[ii] Ibid, p. 11
[iii] INTOSAI Competency framework for public sector audit professionals at Supreme Audit Ins tu ons (2019) h ps://www.intosaicbc.org/wp-content/uploads/2019/09/5.-INTOSAI-Competency-Framework-revised.pdf
[iv] INTOSAI Competency Framework for public sector auditors at SAIs. Revised (2019) h ps://www.intosaicbc.org/wp-content/uploads/2019/09/5.-INTOSAI-Competency-Framework-revised.pdf
[v] INTOSAI P 10 Mexico Declara on on SAI Independence h ps://www.issai.org/pronouncements/intosai-p-10-mexico-declara on-on-sai-independence/
[vi] INTOSAI-P 12 (2019) : The Value and Bene ts of Supreme Audit Ins tu ons – Making a di erence to the lives of ci zens h ps://www.intosai.org/ leadmin/downloads/documents/open access/INT P 11 to P 99/INTOSAI P 12/INTOSAI P 12 en 2019.pdf
[vii] 12 ISSAIS h ps://twi er.com/jan6724/status/900270484264148993?lang=es
[viii] About SAI PMF h ps://www.idi.no/work-streams/well-governed-sais/sai-pmf/about
[ix] The VNAO does not engage in jurisdictional audits
[x] h ps://www.issai.org/wp-content/uploads/2021/02/Competence-Project-Proposal.pdf
[xi] The jurisdic onal competency sec on does not apply to the VNAO.
[xii] Audit numbers for 2021 in both tables are es mates at the me of wri ng the plan. The number for 2019 is high because it includes a number of nancial audits that were previously in arrears. These were contracted out.
[xiii] INTOSAI iCAT h ps://www.idi.no/elibrary/professional-sais/icats/icats-english/1117-200227-idi-fa-icat-v1-english-lt-revision
[14] Vanuatu 2030 The People's Plan h ps://www.gov.vu/index.php/resources/vanuatu-2030 p. 4
[15] Ibid, p. 11
[16] UN General Assembly (2012). Res/66/209: Promo ng the e ciency, accountability, e ec veness and transparency of public administra on by strengthening supreme audit ins tu ons. h ps://www.intosai.org/ leadmin/downloads/documents/open access/intosai and united na ons/66 209 2011/EN un resol 66 209.pdf
[17] NSDP Monitoring and Evalua on Framework h ps://www.gov.vu/images/publica ons/NSDP%20M&E%20Framework.pdf
[18] INTOSAI (2021) Development of INTOSAI professional pronouncements on an auditor competence. h p://www.idi.no/en/idi-cpd/sai-independence-programme